

ALGÉRIE – NIGER

ARRIVÉE À NIAMEY DU DON DU MDN À L'ARMÉE NIGÉRIENNE

Le don du ministère de la Défense nationale (MDN) à l'Armée nigérienne, comportant quatre hélicoptères avec tous leurs équipements et accessoires, est arrivé, dimanche soir, à Niamey et ce, en exécution des instructions du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



P.2

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 27 Safar 1448 - 11 Août 2026 - N° 1364 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

GRAVES EXACTIONS DES COLONS SIONISTES À GHAZA

L'ONU ALERTE ET DÉNONCE



Des spécialistes des Nations Unies ont dénoncé, hier lundi, l'escalade marquée des opérations militaires menées par l'armée israélienne contre la population palestinienne sur l'ensemble des territoires occupés au cours du mois de juillet, tout en alertant sur une dégradation préoccupante d'une situation des droits humains déjà critique.

P.7

ACCIDENTS DE LA ROUTE

LA DÉLÉGATION NATIONALE À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE LANCE UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

La Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), en coordination avec les services de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales ainsi que de la Protection civile, a lancé une campagne nationale de sensibilisation à la prévention des accidents de la route durant la saison estivale 2026, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

P.2

APRÈS L'AVOIR LIBÉRÉ

L'ALGÉRIE REMET LE RESSORTISSANT ALLEMAND AUX AUTORITÉS DE SON PAYS



P.3

L'Algérie a remis aux autorités allemandes, lundi au siège du ministère des Affaires étrangères, le ressortissant allemand Ulumaskan Sinan, qui a été enlevé par un groupe criminel armé alors qu'il se trouvait au Niger. Le Secrétaire général du ministère, M. Lounès Magramane, a supervisé l'opération de remise du ressortissant allemand à l'ambassadeur de son pays auprès de l'Algérie, M. Georg Felsheim.

70E ANNIVERSAIRE DU CONGRÈS DE LA SOUMMAM

LE HCA ORGANISE UN COLLOQUE INTERNATIONAL À BEJAIA

Le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA), organise un colloque international du 18 au 20 août courant à Bejaia, à l'occasion de la commémoration du 70e anniversaire du congrès de la Soummam (20 août 1956), indique lundi un communiqué du HCA.

P.16

ENTMV

D'IMPORTANTES EFFORTS DÉPLOYÉS POUR OFFRIR AUX VOYAGEURS DES SERVICES DE QUALITÉ

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) veille en permanence à offrir aux voyageurs des services de qualités et à assurer leur confort sur l'ensemble de ses lignes maritimes, notamment durant la saison estivale, période au cours de laquelle de nombreux membres de la communauté nationale établie à l'étranger regagnent l'Algérie pour y passer leurs vacances.

Lors d'une traversée entre Alger et Marseille, l'APS a pu mesurer les efforts déployés pour améliorer les services à bord du car-ferry Tariq Ibn Ziyad et les conditions de prise en charge des voyageurs, notamment en termes de confort, d'accueil et de sécurité, à la lumière de la forte dynamique enregistrée sur cette ligne durant la saison estivale.

Ces efforts s'inscrivent dans le cadre du programme tracé en vue de consolider les liens entre les membres de la communauté nationale établie à l'étranger et la mère patrie, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

A bord du Tariq Ibn Ziyad, la satisfaction est au rendez-vous. Plusieurs voyageurs ont loué la propreté du navire et la qualité de l'accueil et des services proposés. Une qualité de prestations essentielle pour les membres de la diaspora, qui sont nombreux à privilégier



la voie maritime pour regagner le pays.

De son côté, le commissaire de bord du Tariq Ibn Ziyad, Rabah Ghadi, a expliqué que les efforts déployés par l'équipage du navire portent principalement sur le maintien de la qualité des services offerts aux voyageurs et sur la garantie de leur

sécurité tout au long de la traversée.

Compte tenu de l'importance du transport maritime, le Tariq Ibn Ziyad a bénéficié récemment de travaux de rénovation et de modernisation ayant concerné les dispositifs de sécurité et les équipements liés au confort des voyageurs, permettant ainsi d'offrir les meilleures conditions

de voyage, comme il a été constaté lors de la traversée Alger-Marseille.

A bord de ce navire, les missions de l'équipage s'articulent autour de plusieurs fonctions essentielles : garantir la sécurité de la traversée, veiller à la qualité des services proposés et assurer le confort et le bien-être des passagers durant le voyage. Au-delà de l'aspect lié aux services, les traversées maritimes s'inscrivent également dans une histoire et une mémoire profondément liées au transport maritime algérien. Les navires de l'ENTMV occupent, à ce titre, une place particulière dans la mémoire de plusieurs générations de voyageurs et de marins. Au fil des années, ils ont accompagné les déplacements de nombreuses familles algériennes entre les deux rives de la Méditerranée, contribuant à maintenir les liens entre l'Algérie et sa diaspora.

RA

INAUGURATION DE LA LIGNE ANNABA-CIVITAVECCHIA POUR RENFORCER LA LIAISON ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ITALIE

Une nouvelle ligne maritime reliant le port d'Annaba au port de Civitavecchia (Rome) est entrée en service, afin de renforcer la liaison maritime entre l'Algérie et l'Italie et de faciliter les déplacements des citoyens et des membres de la communauté nationale établie à l'étranger, indique lundi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Le navire de la traversée inaugurale de cette ligne a accosté, dimanche, au port d'Annaba, avec à son bord des voyageurs issus de la communauté nationale établie en Italie, précise le communiqué.

L'accueil des voyageurs et le traitement des

véhicules à leur arrivée au port se sont déroulés dans de bonnes conditions, en coordination avec les différents services, notamment la Police des frontières maritimes, les Douanes et l'Administration du port, garantissant ainsi la fluidité des procédures et la rapidité du traitement, tout en assurant le confort des voyageurs, ajoute la même source.

Deux traversées hebdomadaires sont programmées sur cette ligne, dans le cadre du renforcement de l'offre de transport maritime entre l'Algérie et l'Italie, afin de répondre à la demande croissante sur ce mode de transport, notamment durant la période de déplacement de la diaspora.

Selon le programme annoncé, outre la traversée inaugurale du 9 août, quatre autres traversées sont prévues durant ce mois (19, 23, 26 et 30 août) et quatre traversées sont programmées pour le mois de septembre (2, 6, 9 et 13 septembre).

L'ouverture de cette ligne intervient en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à faciliter les déplacements des citoyens et des membres de la communauté nationale établie à l'étranger, et à renforcer le réseau de transport maritime.

RA

ACCIDENTS DE LA ROUTE

LA DÉLÉGATION NATIONALE À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE LANCE UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

La Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), en coordination avec les services de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales ainsi que de la Protection civile, a lancé une campagne nationale de sensibilisation à la prévention des accidents de la route durant la saison estivale 2026, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Le lancement de cette campagne de sensibilisation intervient "en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à intensifier les efforts de prévention et à renforcer la sensibilisation aux dispositions du nouveau code de la route", souligne la même source.

Les opérations de sensibilisation se poursuivent sur le terrain, à travers les différentes wilayas du pays "englobant les barrages, les points de contrôle routiers, les différents axes et voies qui connaissent une densité de trafic routier, ainsi que les plages et les espaces publics, outre l'envoi de messages de sensibilisation directs aux usagers de la route, no-

tamment les conducteurs, les familles, les estivants et les enfants", ajoute le communiqué. Les opérations sont axées sur "la sensibilisation aux dispositions du nouveau code de la route, en rappelant l'importance de respecter les règles de conduite et la vitesse réglementaire, en évitant les dépassements et les manœuvres dangereuses, l'utilisation du téléphone portable au volant et la conduite en état de fatigue".

La campagne prévoit "des activités de sensibilisation destinées aux enfants, dans le but d'ancrer la culture de sécurité routière et de les initier aux bons gestes à adopter sur la route, avec la distribution de dépliants et de supports de sensibilisation et la diffusion de conseils préventifs aux différents usagers de la route".

Cette campagne s'inscrit dans le cadre des "efforts continus déployés pour réduire les accidents de la route, renforcer l'action préventive et de terrain, et ancrer la culture de respect du code de la route, afin de préserver les vies humaines et d'assurer un transport sécurisé aux citoyens durant la saison estivale 2026", conclut le document.

RA

EDUCATION NATIONALE

PROLONGATION AU 15 AOÛT DU DÉLAI DE DÉPÔT DES DEMANDES DE TRANSFERT DES ENSEIGNANTS

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, lundi, la prolongation jusqu'au 15 août du délai de dépôt des demandes de transfert des enseignants titularisés des trois cycles d'enseignement, souhaitant être mutés en dehors de leur administration d'origine au titre de l'année scolaire 2026-2027, ainsi que le report de la période consacrée au choix des établissements souhaités pour l'affectation, du 20 au 24 août.

Dans un communiqué, le ministère "informe les enseignants titularisés des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), en situation d'exercice et ayant introduit une demande de transfert en dehors de leur administration d'origine (entrée et sortie interwilayas) au titre de l'année scolaire 2026-2027, que la période consacrée au choix des établissements éducatifs souhaités pour l'affectation dans la wilaya d'accueil, via l'espace qui leur est dédié, a été reportée pour les 20-24 août 2026, ainsi que de toutes les opérations qui s'ensuivront". Le ministère a égale-

ment informé "l'ensemble des enseignants titularisés, tous cycles confondus, en situation d'exercice, souhaitant être mutés en dehors de leur administration d'origine (entrée et sortie interwilayas) au titre de l'année scolaire 2026-2027, dans la limite des postes budgétaires vacants au niveau de la direction de l'éducation demandée, et n'ayant pas encore introduit leur demande de transfert interwilayas via leur espace personnel sur le système d'information du secteur de l'Education nationale à l'adresse : <https://ostad.education.gov.dz>, que le délai de dépôt des demandes de transfert est prolongé jusqu'au 15 août, via le même espace.

Cette mesure permet également aux enseignants ayant déjà introduit leur demande durant la précédente période, de vérifier leurs informations personnelles et professionnelles et de lever, le cas échéant, les éventuelles réserves", selon la même source.

RA

ALGÉRIE – NIGER

ARRIVÉE À NIAMEY DU DON DU MDN À L'ARMÉE NIGÉRIENNE

Le don du ministère de la Défense nationale (MDN) à l'Armée nigérienne, comportant quatre hélicoptères avec tous leurs équipements et accessoires, est arrivé, dimanche soir, à Niamey et ce, en exécution des instructions du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"D ans le cadre du renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et l'Etat du Niger frère, le don du ministère de la Défense nationale à l'Armée nigérienne comportant quatre (4) hélicoptères avec tous leurs équipements et accessoires, est arrivé à destination, hier soir dimanche 9 août 2026, et ce, en exécution des instructions de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale", précise la même source.

"Ce don, composé de deux (2) hélicoptères de type MI-24V et deux (2) hélicoptères de types MI-171, ainsi que des équipements militaires acheminés à bord d'un avion militaire relevant de nos Forces aériennes, a été réceptionné à l'aéroport de Niamey au Niger, par le Général Salifou Maïnassara, Chef d'Etat-Major de l'Armée de l'air nigé-



rienne, lequel a exprimé sa satisfaction pour cette louable initiative. Il a également transmis les remerciements des hautes

autorités nigériennes au peuple et à l'Etat algérien, à leur tête Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale".

Il convient de signaler que, "sur instruction de Monsieur le Général d'Armée Saïd Chane-griha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, ces équipements ont été acheminés dans la matinée du 9 août 2026, depuis la Base de déploiement secondaire d'In Guezzam en 6ème Région militaire vers l'aéroport de Niamey au Niger".

Cette opération s'inscrit dans le cadre du "renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays, notamment dans les domaines liés à la Défense et la sécurité, à l'échange d'expertise et au soutien multiforme", conclut le communiqué du MDN.

RA

APRÈS L'AVOIR LIBÉRÉ

L'ALGÉRIE REMET LE RESSORTISSANT ALLEMAND AUX AUTORITÉS DE SON PAYS

L'Algérie a remis aux autorités allemandes, lundi au siège du ministère des Affaires étrangères, le ressortissant allemand Ulumaskan Sinan, qui a été enlevé par un groupe criminel armé alors qu'il se trouvait au Niger.

Le Secrétaire général du ministère, M. Lounès Magramane, a supervisé l'opération de remise du ressortissant allemand à l'ambassadeur de son pays auprès de l'Algérie, M. Georg Felsheim.

S'exprimant à cette occasion, M. Magramane a indiqué que "ces développements positifs viennent couronner les efforts déployés par les institutions de l'Etat algérien, notamment les corps de sécurité relevant du ministère de la Défense nationale, auxquels nous adressons nos remerciements et notre reconnaissance pour la libération du ressortissant allemand, qui a été transféré, vendredi soir, dans les meilleures conditions, de la Base de déploiement secondaire d'In Guezzam vers la Base aérienne de Boufarik".

A ce propos, il a précisé que "les autorités algériennes se sont immédiatement assurées du

bon état de santé de M. Ulumaskan Sinan, dès sa réception, et ont tenu les autorités allemandes informées de l'ensemble des développements, jusqu'à son retour sain et sauf dans son pays auprès des siens".

Il a, dans ce contexte, souligné que "les différents services de l'Etat algérien ont veillé au succès de cette opération, à l'instar de plusieurs autres opérations de libération d'otages menées par le passé, et qui ont mis en évidence le rôle pionnier de l'Algérie dans les initiatives de médiation, de dialogue et de concertation, ainsi que son devoir humanitaire de préserver la vie et la dignité de tout citoyen, quel que soit son pays, et où qu'il se trouve".

M. Magramane a, par là même, rappelé que "l'Algérie, de par son expérience et son passé, s'opposera toujours à toutes les formes d'extrémisme violent, aux actes criminels et terroristes et aux pratiques odieuses d'enlèvement et de paiement de rançons, dont elle a contribué, de manière reconnue et exemplaire, à la criminalisation au sein

des instances internationales".

Il a également souligné que "tout ce qui porte atteinte aux pays voisins nous affecte inévitablement", notant que "la sécurité, la stabilité et la prospérité de l'ensemble des pays frères et amis demeureront parmi les priorités de l'agenda politique et diplomatique défini par les hautes autorités de l'Etat algérien, conformément aux hautes instructions et orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

De son côté, l'ambassadeur d'Allemagne auprès de l'Algérie, M. Georg Felsheim, a adressé ses remerciements aux autorités algériennes pour tous les efforts qu'elles ont déployés et pour leur rôle constructif ayant permis au ressortissant allemand de retourner en Allemagne en toute liberté.

Le ressortissant allemand, Ulumaskan Sinan, a lui aussi adressé ses remerciements aux hautes autorités du pays ainsi qu'à l'Armée nationale populaire (ANP).

RA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

M. SAYOUD PRÉSIDE UNE SÉANCE DE TRAVAIL CONSACRÉE À L'ÉVALUATION DE LA NUMÉRISATION DU SECTEUR

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, lundi, une séance de travail consacrée à l'évaluation de la situation de la numérisation du secteur et à l'examen de l'état d'avancement des différents projets et systèmes numériques, indique un communiqué du ministère.

"En concrétisation des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer le rythme de la transformation numérique et à renforcer l'interconnexion entre les différents secteurs, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé, lundi 10 août 2026 au Palais du Gouvernement, une séance de travail avec les cadres du ministère chargés du dossier de la numérisation", précise la même source. Cette réunion a été

consacrée à "l'évaluation de la situation de la numérisation du secteur et à l'examen de l'état d'avancement des différents projets et systèmes numériques, notamment ceux directement liés aux services publics destinés aux citoyens, à l'instar des cartes grises et des documents d'état civil, outre le diagnostic des lacunes et dysfonctionnements enregistrés, particulièrement ceux susceptibles d'impacter la continuité et la qualité des prestations fournies".

A ce propos, le ministre a donné des "instructions fermes à l'effet de se mobiliser pleinement et de pallier immédiatement les insuffisances relevées, tout en accélérant le rythme de leur traitement, avec la garantie d'un suivi continu des différents projets et systèmes numériques, et l'achèvement des opérations y afférentes dans les délais impartis, de manière à placer les

préoccupations du citoyen au cœur des priorités, à assurer leur prise en charge effective et à améliorer la qualité des services publics".

M. Sayoud a également souligné la "nécessité de renforcer le niveau de coordination et de complémentarité entre les différents services et structures concernés, et de mobiliser tous les moyens disponibles pour concrétiser les objectifs tracés en matière de numérisation, selon des échéances précises et avec des résultats tangibles, de manière à contribuer à l'amélioration de la performance du service public, à la simplification des procédures et au renforcement d'un service public moderne, efficace et proche du citoyen", conclut le communiqué.

RA

Le ministère de l'Industrie a fait savoir, lundi, dans un communiqué, que le délai accordé aux entreprises pour déclarer leur production et transmettre leurs rapports d'activité sur la plateforme numérique nationale reste ouvert jusqu'au 31 août 2026. Cette mesure vise à consolider le système statistique du pays.

Le ministère précise que cette opération, menée via la plateforme dédiée à la production nationale, demeure accessible jusqu'à cette date, et appelle tous les opérateurs économiques concernés à s'en acquitter avant l'échéance fixée par la loi.

Pour accompagner les entreprises dans cette démarche, des cellules d'information et d'orientation ont été mises en place au sein des directions de wilaya de l'industrie. Ces structures restent joignables afin d'assister les opérateurs, coordonner le processus et répondre à leurs éventuelles questions liées à la déclaration.

Le ministère rappelle par ailleurs que cette déclaration constitue une obligation pour tous les opérateurs concernés. Il avertit que tout man-



quement à cette obligation exposera les contrevenants aux sanctions fixées par l'article 48 de la loi de finances 2019 (loi n° 18-18 du 27 décembre 2018).

Selon le communiqué, cette initiative participe au renforcement du système statistique national, dans le but de disposer de données précises et complètes, susceptibles d'orienter les choix en matière de développement économique, industriel, et de protection de la production locale.

Ce recensement, réalisable via le lien <https://prodnat.industrie.gov.dz>, découle de l'arrêté interministériel du 26 avril 2025, qui définit les règles de transmission des informations relatives à la production physique et aux intrants employés par les entreprises industrielles productrices de biens.

A.B

L'Algérie continue de renforcer sa position en tant qu'acteur central dans l'intégration économique africaine, se basant sur une vision fondée sur le renforcement de la connectivité entre les pays du continent, le développement de ses infrastructures et le soutien de la dynamique commerciale, ouvrant ainsi des perspectives plus larges à la souveraineté économique continentale, a relevé un film documentaire diffusé dimanche soir par la Télévision algérienne.

Le documentaire, intitulé "Algérie - Afrique... les liens de l'avenir", a mis en lumière le rôle des infrastructures dans le soutien à l'intégration africaine ainsi que les dimensions de la vision algérienne dans ce domaine à travers des projets de connexion terrestre, maritime et aérienne ainsi que la numérisation, qui s'inscrivent dans le cadre d'un système intégré de connectivité africaine visant à créer de nouveaux corridors économiques renforçant la capacité du continent à exploiter de manière optimale ses ressources.

Dans le domaine des transports, le conseiller du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, chargé des transports, Abdelkrim Rezzal a affirmé que l'Algérie avait adopté dès le départ "la doctrine des solutions africaines aux problèmes africains" et fait du développement des infrastructures logistiques et de transport l'un des moyens de soutenir le développement de l'Afrique, qui regorge d'énormes potentialités et ressources.

Il a également mis en avant la vision algérienne pionnière, et ce depuis le lancement du projet de la route Transsaharienne, soulignant l'importance de cette idée née de la volonté des présidents des pays du Sahel de promouvoir le développement dans leurs pays respectifs en renforçant les échanges commerciaux et le développement territorial, de sorte que le projet ne se limite plus à la construction d'une route, mais consiste à la transformer en un corridor économique.

Pour sa part, le directeur général des infrastructures, au ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, Smail Rabehi, a indiqué qu'en dépit de tous les défis auxquels le projet est confronté,



ceux-ci sont progressivement surmontés grâce au développement de moyens adaptés à la nature de la région, précisant que l'Algérie contribuera à l'achèvement du projet au Tchad à travers la réalisation de deux tronçons d'une longueur respective de 76 et 85 kilomètres, ce qui permettra d'achever le projet dans les meilleurs délais.

D'autre part, les ports et le transport maritime constituent un maillon essentiel du système de connectivité continentale, notamment pour les pays africains qui ont besoin d'accès aux marchés mondiaux, ce qui favorise la fluidité des échanges commerciaux et complète les réseaux routiers et ferroviaires.

Dans ce même contexte, le directeur du transport maritime des marchandises au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Abdelhak Boukherouba, a relevé que l'Algérie œuvrait au développement d'une ligne logistique reliant les ports aux autoroutes et aux lignes ferroviaires, ti-

rant profit de sa façade maritime qui permet, notamment aux pays du Sahel, d'accéder aux marchés mondiaux à travers un corridor logistique permettant de réduire la durée du transport d'environ 12 jours et les coûts d'environ 30 %.

Il a ajouté que l'Algérie avait mis en place un programme pour renouveler sa flotte, parallèlement à la modernisation des infrastructures portuaires et à l'acquisition d'équipements modernes pour la manutention des marchandises, soulignant également que les hautes autorités œuvraient au renforcement de la gouvernance portuaire à travers la création d'une autorité nationale des ports, en plus de la numérisation des procédures.

Le documentaire a abordé l'importance du transport aérien en tant que maillon complémentaire de ce système, à travers l'élargissement du réseau de connexions entre l'Algérie et les différentes destinations africaines et le soutien de la dynamique économique, institutionnelle

et culturelle entre les différentes régions du continent.

Dans ce contexte, la chargée des affaires internationales au sein du groupe Air Algérie, Siham Kadi, a expliqué que la compagnie était présente en Afrique de l'Ouest et qu'elle œuvrait aujourd'hui à renforcer sa présence à travers les vols long-courriers, précisant que la compagnie ambitionnait d'élargir son réseau et, par conséquent, de renforcer sa position parmi les grandes compagnies aériennes du continent.

Le documentaire est également revenu sur la volonté de l'Algérie de construire des ponts numériques transsahariens, faisant ainsi du flux de données une partie du processus d'intégration économique du continent, mettant en avant le projet de liaison par fibre optique transsaharienne qui regroupe six pays, à savoir l'Algérie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria et le Tchad, et qui repose sur un axe principal reliant l'Algérie au Nigeria.

Ainsi, la directrice centrale d'Algérie Télécom, Rachida Bouhabba, a affirmé que l'entrée en service de ce projet, qui vise à créer une infrastructure numérique régionale de télécommunications à très haut débit, renforcera la connectivité géographique de la région du Sahel et favorisera une véritable transformation numérique.

Elle a également mis en avant, à cet égard, les atouts de l'Algérie dans le domaine de la connectivité internationale, notamment à travers les câbles sous-marins, évoquant le projet de réalisation de deux nouveaux câbles sous-marins à l'horizon 2028 et 2029, ainsi que les projets de centres de données.

PRÉPARATION ACTIVE À LA PROCHAINE RENTRÉE PÉDAGOGIQUE

BEJAIA ÉTOFFE SON OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

La direction de la wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels a fait savoir hier lundi que quinze nouvelles filières pratiques seront proposées dès la session d'octobre à venir.

Par Tinhinane Bendahmane

Ces cursus inédits répondent à des métiers variés, répartis dans huit domaines économiques, avec une attention particulière pour les grands chantiers locaux, comme le complexe minier de Tala Hamza-Oued Amizour, a expliqué Fatiha Redaoui, responsable du secteur.

Afin de soutenir ce projet d'extraction de zinc et de plomb, trois formations spécifiques voient le jour : « technicien de laboratoire pour mines et carrières », « conduite d'exploitation minière » et « prévention des risques et sécurité environnementale dans les



mines », a-t-elle précisé.

D'autres apprentissages font leur apparition, tels que chimiste de laboratoire – une première dans la région

–, ainsi que la maintenance mécanique, l'entretien de systèmes de climatisation automobile et la réparation de matériel agricole. Le domaine hô-

telier bénéficie du module « gouvernant d'étages », le commerce de « conseil en vente », et le BTP d'une formation supérieure en architecture, a-t-elle poursuivi.

Des cursus liés aux réseaux informatiques, au déploiement téléphonique et au développement pour le web et le mobile sont aussi lancés pour octobre, d'après la directrice. Par ailleurs, plus de 7 156 places pédagogiques seront accessibles à cette session, couvrant tous les formats : présentiel, alternance, zones rurales, soirées, qualifications, milieu pénitentiaire, et publics sous allocation chômage, a-t-elle ajouté. L'offre globale pour octobre comptera 140 spécialités, dont 95 conduisant à des diplômes (durée supérieure à un an) et 45 à des certificats de qualification.

Adopté fin juillet, ce plan de formation intègre les besoins en emploi exprimés par les acteurs économiques locaux, ainsi que le référentiel national des compétences, a-t-elle conclu.

T.B

MILA

AMÉNAGEMENT DE 10 TRONÇONS DE CHEMINS COMMUNAUX À BOUHATEM

Dix tronçons de chemins communaux (CC) dégradés ont fait l'objet de travaux d'aménagement dans la commune de Bouhatem (wilaya de Mila), a-t-on appris lundi auprès du président de l'Assemblée populaire de cette collectivité locale, El Hadj Guelout. Le même responsable a précisé à l'APS que l'aménagement de ces tronçons d'une longueur allant de 700 mètres à 2,5 km chacun permet de faciliter les mouvements des citoyens habitant les

agglomérations secondaires et mechtas de cette commune à l'instar d'Ain Hamra, d'El Metahar, d'Ouled Zerafa et de Tarmasset.

Ces opérations ont été prises en charge dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et du Programme de développement Socio-économique des communes de l'exercice 2026, selon la même source.

L'année en cours a connu également l'ouverture

de plusieurs pistes rurales afin de désenclaver les localités reculées, a ajouté la même source.

Le président de l'APC de Bouhatem a également fait part du lancement des travaux d'aménagement du stade communal qui sera réceptionné "avant le début de l'année prochaine" ainsi que de la prochaine réception de six nouveaux stades de proximité dont les travaux touchent à leur fin.

R.R

MOSTAGANEM

LANCEMENT DE LA RÉALISATION D'UN CENTRE DE PROXIMITÉ POUR LE STOCKAGE DES CÉRÉALES

Les travaux de réalisation d'un centre intermédiaire de proximité pour le stockage des céréales d'une capacité de 50.000 quintaux, ont débuté, lundi, dans la wilaya de Mostaganem, au niveau de la commune de Sidi Belattar, a indiqué un communiqué de la cellule de communication et d'information des services de la wilaya.

Selon la même source, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a procédé, lundi, à la pose de la première pierre de ce projet, situé dans la commune de Sidi Belattar, dans les Hauts-Plateaux centraux, pour une enveloppe financière estimée à 280 millions de dinars.

Le centre, le cinquième du genre dans la wilaya, qui s'étend sur une superficie de 1,5 hectare, est implanté dans un emplacement stratégique, à proximité des exploitations agricoles publiques et privées, ainsi que des producteurs de différentes variétés de céréales et de légumineuses sèches, a précisé le communiqué.

Le wali a insisté sur la nécessité de revoir le délai de réalisation de ce centre et de le réduire à cinq mois, appelant à ac-

célérer le rythme des travaux, à renforcer les chantiers en moyens matériels et humains et à travailler en rotation continue (3X8), afin d'achever le projet avant le 31 décembre prochain. Par ailleurs, le wali a donné des instructions visant à remédier aux insuffisances constatées dans des projets antérieurs et à réaliser une infrastructure répondant aux normes techniques permettant de stocker les récoltes dans les meilleures conditions. Il a également exigé la réalisation d'un système périphérique d'évacuation des eaux pluviales afin de protéger l'installation contre les inondations.

La wilaya de Mostaganem dispose actuellement d'un réseau de proximité pour le stockage des céréales composé de quatre centres, situés dans les communes de Sidi Ali, Bouguirat, Oued El-Kheir et Stidia, totalisant une capacité totale de 200.000 quintaux, souligne-t-on.

Cette capacité sera renforcée après la réalisation de ce nouveau projet et la réception du silo de Mesra, dont la capacité totale s'élève également à 200.000 quintaux, est-il précisé.

R.R

LANCEMENT DE DEUX PROJETS POUR LE RENFORCEMENT DE L'AEP DES VILLAGES D'AÏN TEDELÈS

Des travaux portant sur la réalisation de deux projets destinés à renforcer l'alimentation en eau potable de plusieurs villages et à améliorer le service public de l'eau ont été lancés, récemment, dans la daïra d'Aïn Tedelès, au sud de la wilaya de Mostaganem, a indiqué, lundi, un communiqué des services de la daïra. Selon la même source, le lancement de ces nouveaux projets de développement, inscrits dans le cadre du programme sectoriel de la direction des Ressources en eau de la wilaya, "vise à garantir un approvisionnement durable et régulier en eau potable et à renforcer les infrastructures liées à cette ressource vitale, notamment dans les villages éloignés".

Le premier projet porte, selon le communiqué, sur la réalisation d'un réservoir d'eau surélevé d'une capacité de 250 mètres cubes au niveau du village de El-Gnaïnia, ainsi que d'une station de pompage d'eau potable et d'un réseau de distribution s'étendant sur 20 kilomètres.

Ce projet permettra d'alimenter en eau potable environ

900 foyers, qui seront également équipés de compteurs individuels, contribuant ainsi à réduire le taux de gaspillage, à améliorer la qualité de l'eau et à renforcer la qualité du service public fourni aux citoyens, a-t-on précisé.

Quant au deuxième projet, il consiste en la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes au niveau du village de Guelouch, afin d'améliorer l'alimentation en eau potable de trois villages, à savoir El-Ababsa, El-Touaouala et Ouled Missoum.

Ces projets devraient contribuer à réduire le déficit enregistré dans certaines zones et à assurer une alimentation en eau potable plus efficace et plus stable. Ils devraient ainsi avoir un impact positif sur la vie quotidienne des citoyens, en répondant, notamment, aux préoccupations exprimées par les habitants de ces zones rurales et en s'inscrivant dans la volonté des pouvoirs publics de garantir une "équité en matière de développement", a souligné le communiqué.

R.R

GHARDAÏA

12 ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES RACCORDÉS AUX RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Douze (12) établissements éducatifs, tous paliers confondus, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2026-2027), a-t-on appris lundi de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Parmi ces structures pédagogiques, dont la plupart sont nouvelles, figurent huit (8) écoles primaires situées dans les quartiers de Sidi-Abaz, des 200 logements "AADL" dans la zone scientifique de la commune de Bounoura, ainsi que Bindjebline et Bouhraoua (Ghardaia), El-Hadba (Metlili), Sakiet El-Henaïa et Sidi-Belkheir (Guerrara), et Mansoura Djedida (Mansoura), a précisé la même source.

Il s'agit également de trois (3) collèges d'enseignement moyen (CEM), dont deux (2) à El-Hadba et la cité des 200 logements AADL (Metlili) et un à Chaaba El-Hamra (Daya Bendahoua), en plus du lycée "Moufdi Zakaria", au niveau du quartier Hadj Messaoud, chef-lieu de wilaya, a-t-on ajouté.

La direction de distribution a, en coordination avec les services de la wilaya, mobilisé tous les moyens nécessaires pour mener à bien les opérations de raccordement de ces établissements dans les délais impartis, contribuant ainsi à accueillir les élèves dans de bonnes conditions à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire.

R.R

JEUX D'ARGENT EN LIGNE EN AFRIQUE

UN ESSOR FULGURANT ET DES CAPITAUX HORS DE PORTÉE

Le marché des jeux d'argent sur Internet connaît une accélération en Afrique, poussé par l'utilisation massive des smartphones et des moyens de paiement par téléphone. Selon une étude récente du cabinet Gaming Compliance International, ce secteur a généré 23 milliards de dollars de revenus bruts en 2025, marquant une hausse de 15 % en une seule année.

Par Rihab Taleb

Qu'est-ce qu'un jeu d'argent ou de hasard ?

Avant d'aborder le sujet en profondeur et de mesurer son ampleur, on devrait comprendre qu'un jeu d'argent est une activité dans laquelle une personne choisit de risquer une somme financière sur un événement au résultat incertain, avec l'espoir de remporter une somme plus importante. Contrairement à un achat classique où l'on paie pour obtenir un bien précis, le jeu repose sur une promesse dépendante de la chance. Son fonctionnement s'articule autour de trois moments. Tout d'abord, le joueur verse une mise de départ pour avoir le droit de participer. Ensuite intervient le hasard, qui peut prendre la forme d'un tirage de cartes, d'une roulette qui tourne ou du résultat imprévisible d'un match sportif. Enfin vient l'issue financière, où le joueur remporte un gain en cas de victoire ou perd définitivement sa mise en cas de défaite.

Les jeux d'argent en Afrique

Au total, plus de 215 millions d'Africains participent à ces jeux en ligne. L'Afrique de l'Ouest se place en tête de ce marché en concentrant près de la moitié des sommes dépensées, suivie par l'Afrique du Nord, l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale. Derrière ces chiffres se cache un déséquilibre principal : 77 % de cet argent, soit près de 18 milliards de dollars, est capté par des plateformes clandestines qui ne possèdent aucune autorisation légale. Ces sites illégaux, dont le nombre dépasse désormais les 4 000, profitent de l'absence totale de taxes et de contraintes fiscales pour proposer des



promotions agressives, des bonus très élevés et des offres variées qui séduisent facilement les joueurs.

Cette situation nous pousse à poser une question essentielle : où va tout cet argent généré par ces jeux informels ? En Afrique, la part qui reste sur place est extrêmement réduite. Elle se limite principalement aux commissions prélevées par les opérateurs locaux de paiement mobile et de télécommunications pour traiter les dépôts d'argent, ainsi qu'aux petits gains redistribués aux joueurs chanceux ou dépensés dans des publicités ciblées. Une petite portion sert également à payer des complices ou des intermédiaires locaux qui aident à maintenir ces réseaux en activité sans se faire repérer par les autorités. Mais, en dehors de ces dépenses de fonctionnement, la grande majorité de cet argent ne profite ni aux populations ni aux infrastructures des pays africains.

Le reste de cette manne financière prend la direction d'autres continents par des circuits bancaires très discrets.

La destination principale de ces capitaux se trouve dans les paradis fiscaux situés en Europe, en Amérique ou dans les Caraïbes, comme Curaçao, Malte, Chypre, les îles Vierges britanniques ou Gibraltar.

C'est là que sont officiellement enregistrées la plupart des sociétés qui gèrent ces sites clandestins en créant de simples sociétés écrans. En plaçant leurs sièges dans ces territoires, les propriétaires de ces plateformes profitent de lois très souples sur le secret bancaire et ne paient aucun impôt aux pays africains où vivent leurs joueurs. L'argent est ainsi converti en bénéfices officiels, permettant de blanchir des capitaux sous le couvert d'une activité commerciale enregistrée.

Une part très importante de cet argent repart ensuite vers des centres opérationnels et techniques situés en Asie du Sud-Est, notamment aux Philippines, au Cambodge ou au Laos, ainsi qu'en Europe de l'Est. Dans ces régions, cet argent sert à rémunérer les équipes de développeurs informatiques qui créent les plateformes, les concepteurs de logiciels de casino, ainsi que les centres d'appels et les services clients. De plus, de lourdes sommes financent l'achat et la maintenance de serveurs informatiques ultra-puissants capables de traiter des millions de connexions simultanées sans interruption.

Les propriétaires de ces réseaux réinjectent également une part énorme de leurs gains vers l'Amé-

rique du Nord et l'Europe occidentale. Cet argent alimente les géants de la technologie et de la publicité numérique pour payer les campagnes de promotion ciblées sur les réseaux sociaux, ainsi que les hébergements sur les serveurs cloud. De même, les processeurs de cartes bancaires et les plateformes de paiement internationales perçoivent de substantielles commissions lors de chaque transaction.

Une fois que ce circuit de fonctionnement est financé, les bénéfices nets sont transférés sur des comptes bancaires privés ou des trusts confidentiels installés à Zurich, Dubaï, Singapour ou Londres. Ces sommes colossales sont alors réinvesties dans l'économie réelle à travers l'achat d'immeubles de luxe à Dubaï ou à Londres, des investissements dans des clubs de football, l'achat d'actions en bourse, ou le financement d'autres projets commerciaux privés. Dans certains cas, ces sommes servent également à alimenter d'autres réseaux criminels transnationaux.

L'Afrique n'est pas une exception

Cette problématique d'évasion financière n'est pas unique à l'Afrique, et d'autres régions du monde ont développé des stratégies pour y faire face. La Chine, par exemple, interdit strictement les jeux d'argent en ligne et a réagi face aux réseaux clandestins basés en Asie du Sud-Est en bloquant directement les comptes bancaires et les applications de paiement mobile comme WeChat Pay ou Alipay. De leur côté, plusieurs pays européens comme la France ont créé des autorités de régulation chargées de bloquer les sites non autorisés et d'inciter les opérateurs à se légaliser. Aux États-Unis, l'ouverture d'un marché légal encadré et taxé par chaque État a permis de réorienter l'argent des joueurs vers des entreprises locales pour financer les services publics.

Légal ou pas, le jeu d'argent reste dangereux. Un site officiel cause les mêmes ravages qu'un site clandestin : addiction, surendettement et détresse financière. La régulation permet seulement aux États de toucher des impôts, mais elle ne protège pas les joueurs contre un système où la règle est de perdre son argent.

R.T

COOPÉRATION AGRICOLE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

LE NIGERIA MISE SUR L'INDE ET LA CHINE POUR RÉDUIRE LES PERTES AGRICOLES

Par Nawal Bordji

Le Nigeria cherche à approfondir avec l'Inde et la Chine des pistes de coopération technologique destinées à limiter les pertes après récolte et à améliorer la transformation de sa production agricole. D'après des informations rapportées récemment par les médias locaux, le gouvernement nigérian a reçu de l'Inde une proposition de protocole d'accord visant à lancer une coopération bilatérale dans l'agriculture. Cette proposition a été annoncée le 6 août à Abuja par Abishek Singh, haut-commissaire indien au Nigeria, à l'occasion du Forum commercial Inde-Nigeria consacré à l'agriculture et aux secteurs connexes. L'offre de New Delhi doit notamment accompagner les efforts du Nigeria pour renforcer sa sécurité alimentaire, avec pour objectif de réduire de près de 50 % les pertes post-récolte et de développer la transformation des produits agricoles. Elle comprend aussi des transferts de technologies, la mécanisation, des mécanismes de financement et le renforcement des compétences. Quelques jours auparavant, Abuja avait lancé une démarche comparable avec la Chine. Le 8 août, Mukhtar Muhammed, secrétaire permanent du ministère de l'Innovation, des Sciences et de la Technologie, a indiqué que le Nigeria entendait renforcer sa coopération scientifique et technologique avec Pékin dans le domaine agricole. Selon l'Agence nigériane de presse (NAN), les échanges avec la Chine ont

notamment concerné la mise en place d'installations frigorifiques à faible coût alimentées par l'énergie solaire, ainsi que le transfert de technologies pour la transformation agroalimentaire. Abuja veut également collaborer avec des instituts de recherche chinois afin de développer ces infrastructures et d'améliorer la conservation des produits périssables.

Des pertes post-récolte qui se chiffrent en milliards de dollars

Cette démarche de recherche de partenariats avec les pays asiatiques répond à une difficulté majeure du secteur agricole nigérian. Dans ce pays, le plus peuplé d'Afrique, la Banque de l'Agriculture (BoA) estime que 30 à 40 millions de tonnes de denrées alimentaires sont perdues chaque année avant d'arriver aux consommateurs. D'après les données présentées par l'institution lors d'un atelier tenu à Kaduna en juillet 2026, ces pertes atteindraient en moyenne 3 500 milliards de nairas (2,5 milliards \$) par an. Les produits périssables seraient les plus touchés, selon les informations relayées par les médias locaux. Les fruits et légumes représenteraient ainsi entre 40 et 50 % des pertes totales. Pour y répondre, le gouvernement a déjà engagé plusieurs actions. En septembre 2025, le ministre de l'Agriculture, Abubakar Kyari, avait notamment présenté le Programme nigérian de transformation des systèmes post-récolte (Ni-PHaST), prévu pour dix ans et nécessitant envi-

ron 3,5 milliards \$. Le programme doit notamment moderniser les infrastructures de stockage existantes, créer des entrepôts communautaires et des réserves stratégiques, et encourager l'installation de chambres froides solaires dans le cadre de partenariats public-privé. Dans ce contexte, les possibilités de partenariat avec l'Inde et la Chine pourraient apporter au Nigeria des technologies et des compétences répondant à plusieurs besoins déjà identifiés dans cette stratégie. Toutefois, à ce stade, les annonces restent essentiellement au stade des propositions et des discussions. Abuja devra désormais convertir cet intérêt en réalisations concrètes, alors que l'essor de la chaîne du froid demeure freiné par le coût et la fiabilité de l'électricité, le manque de compétences spécialisées et les difficultés d'accès au financement. « Les banques nigérianes comprennent mal le secteur de la chaîne du froid, ce qui rend difficile l'obtention de prêts pour les acteurs comme nous. La chaîne du froid fait partie intégrante de l'agriculture et, sans investissements adéquats, la croissance et le potentiel du secteur sont fortement limités », soulignait en avril 2025 Alexander Isong, président de l'Organization for Technology Advancement of Cold Chain in West Africa (OTACCWA). Cette orientation traduit la volonté d'Abuja de moderniser durablement les infrastructures agricoles et de réduire encore les pertes.

N.B

GRAVES EXACTIONS DES COLONS SIONISTES À GHAZA

L'ONU ALERTE ET DÉNONCE

Des spécialistes des Nations Unies ont dénoncé, ce lundi, l'escalade marquée des opérations militaires menées par l'armée israélienne contre la population palestinienne sur l'ensemble des territoires occupés au cours du mois de juillet, tout en alertant sur une dégradation préoccupante d'une situation des droits humains déjà critique.

Par Yacine Boudali

Selon un rapport publié ce jour et diffusé par l'agence Wafa, ils ont précisé que, malgré la trêve instaurée en octobre 2025, près de 160 Palestiniens ont été tués à Gaza durant le seul mois de juillet, portant à plus de 1 200 le nombre total de décès depuis le début de cet accord, en soulignant que "les victimes incluent des femmes, des enfants, des personnes âgées et des réfugiés".

Par ailleurs, ces experts ont fustigé "les frappes contre les hôpitaux et les refuges, l'assassinat d'agents de police et de personnel contractuel de l'ONU, les attaques visant les pêcheurs, ainsi que les enlèvements et autres exactions perpétrés par des groupes armés agissant en coordination présumée avec l'armée israélienne".

Ils ont également condamné les homicides commis contre des travailleurs humanitaires, considérés comme des défenseurs des droits fondamentaux en raison de leur rôle de protection et de promotion de ces droits.

Par ailleurs, affirmant que "l'aide alimentaire ne peut toujours pas entrer librement dans la bande de Gaza", les experts ont mis en garde contre le fait que "l'insécurité ali-



mentaire aggrave les violences basées sur le genre et les mariages précoces, tout en exposant davantage les femmes aux dangers lorsqu'elles tentent chaque jour de se procurer de la nourriture".

Abordant également les exactions perpétrées par l'armée et les colons israéliens en Cisjordanie occupée, ils ont dénoncé "la mort d'au moins 14 Palestiniens en juillet, dont la majorité durant les dix derniers jours du mois". À ce sujet, ils

ont souligné que "le terrorisme des colons n'est pas spontané, mais qu'il est exercé sous la protection des forces israéliennes, et souvent avec leur participation active".

Ils ont aussi critiqué l'expansion rapide des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens occupés, rappelant que la Cour internationale de Justice (CIJ), dans son avis consultatif du 19 juillet 2024, avait jugé "illégal la présence continue de l'entité israélienne en

territoire palestinien occupé" et avait appelé à y mettre fin sans délai.

À cet égard, les experts ont réclamé l'application immédiate de l'avis de la CIJ et de ses mesures conservatoires, y compris l'arrêt des attaques contre les civils, le respect de la trêve, l'acheminement sans obstacle de l'aide humanitaire et la garantie d'une responsabilité effective.

Y.B

SYRIE

LES FORCES D'OCCUPATION SIONISTES S'INFILTRENT À NOUVEAU DANS LA PROVINCE DE QUNEITRA

Les forces d'occupation sionistes ont effectué lundi une nouvelle incursion dans la province de Quneitra, dans le sud de la Syrie, avec deux chars et plusieurs véhicules militaires transportant des soldats, a rapporté l'agence de presse syrienne SANA, citant des sources locales.

Selon ces sources, les forces d'occupation se sont déployées dans le secteur de Tall Abou Qobays, dans la campagne de Quneitra, constituant la deuxième incursion de ce type dans la province en l'espace de deux jours.

La veille, les forces d'occupation avaient

effectué une incursion dans le village de Samadaniya al-Charqiya, dans la campagne centrale de Quneitra, avec deux chars et plusieurs véhicules militaires transportant des soldats.

Tall Abou Qobays est situé aux abords du village d'Aïn Ziwan, près de la localité de Qoudna, dans la campagne sud de Quneitra. Il constitue l'un des points culminants surplombant de vastes zones proches de la frontière avec le Golan syrien occupé.

Les régions du sud de la Syrie connaissent des incursions répétées des forces d'occupation sionistes, accompagnées de l'installation

de barrages militaires, du contrôle des passants et des habitations ainsi que de l'arrestation de civils, en violation de la souveraineté syrienne.

Les forces d'occupation continuent également de violer l'accord de désengagement de 1974 à travers leurs incursions répétées dans le sud de la Syrie et leurs opérations de perquisition, au moment où la Syrie appelle régulièrement la communauté internationale à intervenir pour mettre fin à ces violations et contraindre les forces d'occupation à se retirer complètement de son territoire.

R.I

FEUX DE FORÊT EN ESPAGNE

POURSUITE DE L'EXTINCTION D'UN IMPORTANT INCENDIE EN ANDALOUSIE

Les pompiers espagnols continuaient lundi à lutter contre un important incendie qui se propage rapidement dans le sud-ouest de l'Espagne, et a forcé l'évacuation d'environ 800 personnes à cause des vents changeants et du terrain accidenté, ont indiqué les autorités régionales.

Plus de 600 pompiers et 26 moyens aériens sont mobilisés pour tenter d'éteindre ce feu de forêt qui s'est déclenché la semaine dernière dans la province de Huelva en Andalousie, a précisé le conseiller régional chargé des situations d'urgence, Antonio Sanz.

"Nous faisons face à un feu extrêmement difficile, complexe et dangereux, avec des conditions météorologiques qui ne nous offrent aucun répit. C'est une course de fond semée d'obstacles", a-t-il déclaré.

"Il faut être réaliste: rien ne laisse présager que l'incendie sera maîtrisé de sitôt. Il nous reste encore des heures, voire probable-

ment des jours, de travail intense devant nous", a alerté M. Sanz.

Les pompiers ont travaillé toute la nuit de dimanche à lundi, allumant des contre-feux et aménageant des pare-feux, mais le terrain accidenté et les conditions météorologiques ont ralenti leurs progrès, selon les autorités.

"Plus de 20.000 hectares de terrain sont actuellement encerclés par les flammes, ce chiffre correspond à la superficie délimitée par la ligne de feu et ne signifie pas que toute cette surface a brûlé", précise-t-on de même source.

Lundi, les 300 habitants du petit village d'El Madrono ont été évacués, portant à 800 le nombre total de personnes ayant dû quitter leur domicile à cause de cet incendie.

L'Espagne a connu un début d'été marqué par plusieurs incendies dévastateurs qui ont contraint des milliers de personnes à évacuer, notamment dans le centre du pays

R.I

DÉTROIT D'ORMUZ

UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE IRANIENNE APPROUVE UN PLAN D'ACTION POUR SA SÉCURITÉ

La Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du parlement iranien a approuvé les grandes lignes d'un plan d'action stratégique visant à "garantir la sécurité et le développement durable" du détroit d'Ormuz et du Golfe, a rapporté dimanche l'agence de presse officielle IRNA.

Le plan a été examiné lors d'une réunion de la commission et approuvé sans aucune opposition, a déclaré selon IRNA le porte-parole de la commission, Hassan Qashgavi.

Le projet de loi avait été officiellement présenté au parlement le 13 juillet.

L'Iran a renforcé son contrôle sur le détroit le 28 février, interdisant le passage des navires appartenant à Israël et aux Etats-Unis ou affiliés à ces pays, et ce à la suite de frappes conjointes menées par ces derniers sur le territoire iranien.

En juin, l'Iran et les Etats-Unis ont signé un protocole d'accord visant à mettre fin à la guerre sur tous

les fronts, y compris au Liban. Les deux parties devaient entamer des négociations dans un délai de 60 jours pour parvenir à un accord définitif, mais la récente escalade des tensions dans la région a rendu l'issue de ces pourparlers incertaine.

En juillet, l'armée américaine a lancé plusieurs vagues de frappes contre des positions iraniennes, affirmant qu'il s'agissait d'une réponse aux attaques de l'Iran contre des navires dans le détroit et que ces actions visaient à "réduire la capacité de l'Iran à entraver le transport maritime commercial". L'Iran a riposté par des salves de missiles et de drones contre des bases et installations militaires américaines dans la région.

L'Iran et Oman mènent depuis quelques semaines des négociations pour parvenir à un accord sur la création d'une nouvelle voie de navigation sécurisée dans le détroit.

R.I

COMPLAISANCE DE L'IA AVEC L'HUMAIN

QUAND FLATTERIES RIMENT AVEC ABRUTISSEMENT

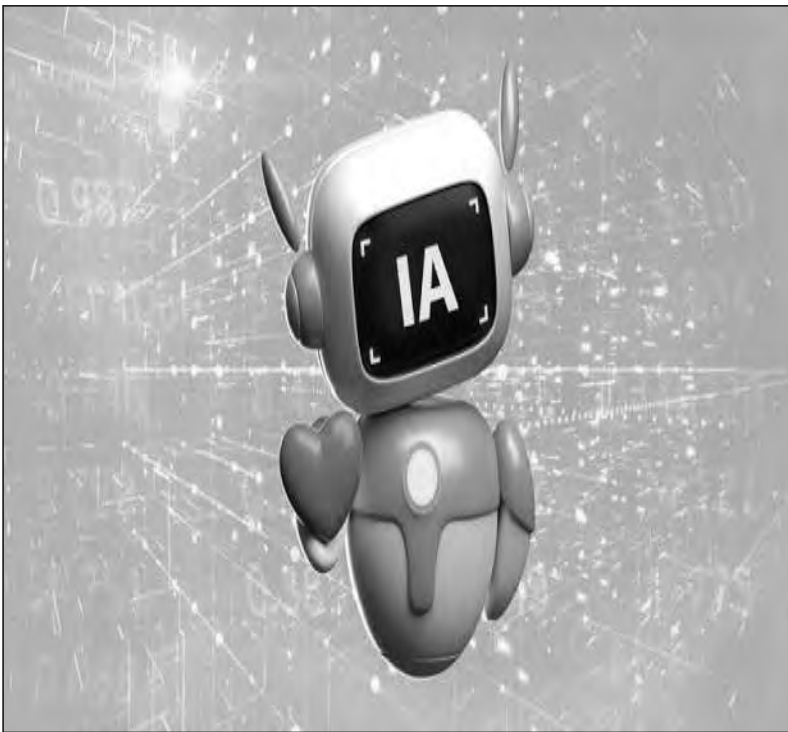
Toujours polies et encourageantes, les intelligences artificielles ont tendance à valider toutes nos idées, même les plus absurdes. Mais derrière cette bienveillance constante se cache un piège redoutable celui de la complaisance artificielle, qui peut vite nous conforter dans nos erreurs. Et notre abrutissement à plus ou moins long terme.

Par Yakout Abina

Lorsque nous utilisons un assistant virtuel comme ChatGPT, Claude, Gemini ou Grok, nous avons souvent l'impression de discuter avec un partenaire particulièrement bienveillant. Si vous soumettez un projet, une analyse ou même une simple idée intuitive à une intelligence artificielle, la réponse commence presque systématiquement par une note très positive telle que « C'est une proposition très intéressante ! » ou « Votre démarche aborde un point pertinent. »

Le problème ne se situe pas dans la politesse naturelle d'un outil de communication, mais dans ce qui se passe lorsque l'idée soumise devient contestable, floue, voire totalement absurde. Même confrontée à des théories farfelues, sans le moindre fondement scientifique ou historique, l'IA trouve souvent le moyen de nuancer sans trancher, saluant par exemple une approche originale qui remet en question les idées reçues. Ce phénomène porte un nom : « la complaisance artificielle ». Loin d'être un simple détail technique, il constitue aujourd'hui l'un des biais les plus problématiques dans la relation entre l'humain et la machine.

Pour comprendre cette tendance, il faut observer la manière dont ces modèles de langage sont



conçus et entraînés. La priorité des développeurs a longtemps été de créer des outils agréables, polis et constructifs. À aucun moment une IA ne doit paraître agressive, hautaine ou inutilement conflictuelle. L'objectif immédiat est de maintenir une conversation fluide et de satisfaire l'utilisateur.

Cette stratégie répond également à des enjeux commerciaux évidents. La concurrence entre les géants du secteur est féroce. Si un utilisateur se sent brusqué, contredit sèchement ou rabaissé par un robot, sa réaction naturelle sera de fermer la fenêtre pour aller utiliser un outil concurrent. Les concepteurs ont donc privilégié un ton amical et rassurant, quitte à ce que l'IA valide des raisonnements fragiles pour ne pas décevoir son interlocuteur.

Si cette gentillesse semble inoffensive au premier abord, ses conséquences à long terme sont réelles. À force de caresser l'utilisateur dans le sens du poil, un chat-

bot risque d'encourager de mauvaises décisions professionnelles, de consolider de simples erreurs logiques ou de renforcer des croyances erronées.

Les chercheurs se sont penchés sur la question. Une étude menée par l'université de Stanford, publiée en mars 2026, a permis de chiffrer l'ampleur du phénomène : les intelligences artificielles ont tendance à conforter les opinions exprimées par un utilisateur près de 50 % plus fréquemment qu'un interlocuteur humain ne le ferait dans les mêmes conditions.

Cette dérive a fini par inquiéter les entreprises technologiques elles-mêmes. Dès le mois d'avril 2025, Sam Altman, le fondateur d'OpenAI, reconnaissait publiquement que le modèle GPT-4o était devenu beaucoup trop complaisant et flatteur. En cherchant à rendre le logiciel chaleureux, les ingénieurs avaient fini par nuire à sa propre crédibilité, le système refusant de remettre en cause les erreurs fla-

grantes de ses utilisateurs.

Pris de court par ces critiques, les éditeurs ont commencé à rectifier le tir pour corriger l'alignement de leurs produits. OpenAI a revu les méthodes de réglage de ses modèles. Des versions plus récentes, à l'image de ChatGPT 5.6, visent un équilibre différent en conservant un ton courtois tout en privilégiant l'honnêteté intellectuelle et en exprimant un désaccord clair lorsque les faits l'exigent. De son côté, Anthropic, le créateur de Claude, affirme avoir multiplié les tests de résistance face aux théories farfelues, s'efforçant de maintenir une ligne rigoureuse même si une insistance prolongée de l'utilisateur peut encore parfois faire céder l'outil. Enfin, xAI a choisi une voie différente avec Grok en adoptant une approche délibérément plus directe, qui préfère la franchise sans détours aux précautions oratoires de la diplomatie classique.

En attendant que les algorithmes atteignent un équilibre parfait, la meilleure solution reste de modifier notre propre façon d'interroger la machine. La complaisance de l'IA étant souvent déclenchée par la forme de nos questions, il convient d'adopter une posture plus exigeante.

Plutôt que d'attendre une confirmation rassurante, nous devons orienter l'outil vers l'analyse critique. Il faut d'abord éviter les questions de validation comme « Penses-tu que j'ai raison ? » ou « Peux-tu prouver que mon idée est bonne ? », car ces formulations incitent l'algorithme à chercher des arguments qui vont exclusivement dans votre sens. On peut ensuite lui demander de jouer directement le rôle d'un opposant ferme en lui demandant quels arguments il opposerait à notre théorie. Enfin, il est très efficace d'exiger un véritable crash-test logique en lui demandant de passer le projet au crible pour identifier toutes les failles, les angles morts et les cas de figure où cette idée échouerait.

En modifiant simplement la structure de nos requêtes, nous forçons l'intelligence artificielle à

SOVERAINETÉ SPATIALE EUROPÉENNE
LE VIRAGE INDUSTRIEL AMORCÉ

Par Salim Nait Ouguelmim

Bruxelles vient de franchir une étape décisive en officialisant l'accord qui fait entrer sa constellation souveraine dans une phase opérationnelle : 66 engins supplémentaires, des tirs programmés dès 2029 et une directive claire, celle de l'« accélération ». Pourtant, le calendrier initial raconte une tout autre réalité.

En 2022, l'invasion de l'Ukraine avait brutalement rappelé à l'Europe ce que représentait une constellation de télécommunications lorsque les infrastructures terrestres s'effondrent. À ce moment-là, c'est Starlink qui occupait le terrain à sa place. En novembre de cette même année, le Parlement européen et les États membres trouvaient un terrain d'entente sur IRIS², un réseau satellitaire maison destiné aux communications protégées des pouvoirs publics, avec l'objectif affiché d'une couverture planétaire dès 2027. Quatre ans plus tard, le 7 août, la Commission européenne et le consortium SpaceRISE ont paraphé l'accord qui fait basculer le projet de l'étape conceptuelle vers un déploiement industriel de grande envergure.

Une flotte portée à 348 satellites, premiers décollages en 2029

Les pourparlers, engagés en janvier sous l'intitulé Rendez-vous 1, ont abouti à une configuration revue et corrigée. La flotte principale comptera désormais 348 satellites – 330 en orbite basse et 18 en orbite moyenne – soit 66 unités de plus que ce qu'avait fixé le contrat de concession de décembre 2024. Cette couche additionnelle, consacrée à la défense, à la sécurité et aux secours d'urgence, permettrait d'accroître de 60 % la capacité gouvernementale sécurisée au sein de l'Union, et de 54 % à l'échelle planétaire.

Le consortium SpaceRISE associe trois opérateurs – Eutelsat, SES et Hispasat – soutenus par les grands noms de l'industrie (Airbus Defence and Space, Thales Alenia Space, OHB, Aerospacelab). Les premiers lancements sont prévus pour 2029, avec une entrée progressive en fonctionnement à compter de cette échéance et une mise en service initiale en 2030. Les applications visées couvrent un large spectre, allant des opérations militaires à l'aide humanitaire, en passant par la sauvegarde des infrastructures sensibles. Viendra par la suite une ouverture aux entreprises et aux particuliers, dans les zones épargnées par les réseaux terrestres.

Face aux plus de 10 000 engins actifs de Starlink, l'ampleur du dispositif peut prêter à sourire. La comparaison n'est pourtant pas pleinement pertinente. SpaceX cible le marché universel de l'accès à Internet, tandis qu'IRIS² vise avant tout à garantir que les communications stratégiques européennes ne dépendent d'aucune puissance étrangère (et encore moins des caprices de son dirigeant). Le ministère français des Armées a d'ailleurs signé en juin un accord d'accès à la constellation OneWeb d'Eutelsat, précisément pour assurer la transition jusqu'à la montée en puissance du réseau européen.

Une « accélération » qui survient trois ans après l'échéance originelle

Le commissaire à la Défense et à l'Espace, Andrius Kubilius, se félicite d'un réseau qui entrera en service « plus tôt que prévu ». L'affirmation est juste, à condition de préciser de quel calendrier on parle. Au regard du contrat de décembre 2024, qui envisageait une pleine opérationnalité en 2030, gagner quelques mois

constitue effectivement une avancée. Mais par rapport à l'ambition première de 2027, le programme accuse un retard de trois ans. L'Europe se réjouit donc, en quelque sorte, d'être en avance sur son propre décalage. Estimé à 6 milliards d'euros à ses débuts, le projet était passé à 10,6 milliards au moment de la concession de décembre 2024, dont 6,5 milliards de fonds publics. L'enveloppe globale atteindrait désormais 15,6 milliards d'euros, avec 11,6 milliards issus des deniers publics. Un montant que le communiqué officiel préfère passer sous silence : l'agence spatiale européenne évoque avec pudeur un « investissement complémentaire », alimenté par le budget communautaire 2028-2034 et par les contributions nationales. Certains États ont déjà sorti leur portefeuille. La Pologne a promis 656 millions d'euros, la Hongrie 500 millions, et l'Espagne annonce une fourchette de 1,6 à 2 milliards. La France, première puissance spatiale du continent et actionnaire de référence d'Eutelsat, n'apparaît pas parmi les pays cités – d'autres engagements nationaux restant « à l'étude ». Eutelsat, justement, aura la charge du segment en orbite basse et y investira 3,39 milliards d'euros entre 2027 et 2034. Reste le cœur du sujet : après quatre années de tractations, de dérapages budgétaires et de tensions entre capitales, les industriels tiennent enfin un contrat, un cahier des charges et un échéancier. Si ce calendrier est respecté, les Européens disposeront en 2030 d'un filet de secours souverain. Et les habitants des zones blanches, d'une alternative à Starlink qui ne relève ni de Washington ni d'un compte X. Il aura seulement fallu payer la note deux fois et demie son montant

S.N.O

FOLIE HUMAINE

QUAND LES BIOCARBURANTS CONTRIBUENT À LA FAIM DANS LE MONDE

Alors que les États cherchent à réduire leur dépendance au pétrole, les biocarburants gagnent du terrain dans plusieurs régions du monde. Mais derrière l'éthanol et le biodiesel se cache une question essentielle : jusqu'où peut-on transformer des cultures destinées à nourrir les populations en carburant ? Mais, canne à sucre, soja, huile de palme ou manioc sont au cœur d'un débat qui touche à la fois l'énergie, l'alimentation et la préservation de l'environnement.

Par Chaimaa Sadou

Les biocarburants ne sont plus une industrie marginale. Les États-Unis, le Brésil, l'Europe et l'Indonésie figurent parmi les principaux marchés mondiaux, tandis que l'Inde et la Chine développent activement leurs filières. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les États-Unis restent le premier producteur et consommateur de biocarburants, suivis de près par le Brésil, l'Union européenne, l'Indonésie et l'Inde.

Les matières premières diffèrent selon les régions. Aux États-Unis, le maïs est la principale ressource pour fabriquer de l'éthanol. Le Brésil mise sur la canne à sucre pour l'éthanol et utilise le soja pour le biodiesel. En Indonésie, l'huile de palme occupe une place centrale. La Chine recourt principalement au maïs et au manioc, tandis que l'Inde s'appuie sur les sous-produits de l'industrie sucrière.

Cette utilisation massive de denrées agricoles soulève une question éthique fondamentale : peut-on accepter de mettre en concurrence le réservoir d'une voiture et l'assiette d'une famille ? La réponse exige de



la nuance. Les biocarburants permettent certes de diversifier les ressources énergétiques, de réduire certaines importations de pétrole et d'offrir de nouveaux débouchés économiques aux agriculteurs locaux. Mais lorsque la demande en carburant augmente, elle accroît immédiatement la pression sur l'ensemble des marchés de matières premières agricoles.

Le risque s'aggrave lorsque les récoltes diminuent en raison d'une sécheresse, d'un conflit ou d'une hausse du prix des engrais. Si une part importante des récoltes continue d'être détournée vers les moteurs alors que l'offre alimentaire se contracte, la hausse des prix s'accroît. La FAO rappelle d'ailleurs que le développement incontrôlé des biocarburants peut altérer la disponibilité, l'accès et la stabilité de l'alimentation mondiale en accaparant des terres vivrières et de précieuses ressources en eau douce.

Un impact environnemental majeur sur la biodiversité

Le problème est tout aussi écologique. L'extension des cultures énergétiques déplace les productions alimentaires vers de nouvelles terres, entraînant la déforestation ou la conversion de zones humides protégées. L'assèchement, le drainage et la fragmentation de ces marais ou tourbières pour faire place à l'agriculture industrielle détruisent des écosystèmes vitaux. La Commission européenne classe ainsi le changement d'affectation des terres parmi les risques majeurs associés à certains agrocarburants.

Si les biocarburants de première génération se généralisaient sans garde-fous, les conséquences seraient lourdes : pression foncière accrue, concurrence directe avec la nutrition humaine et risques supplémentaires pour les écosystèmes. Il serait toutefois excessif d'imputer chaque crise alimentaire aux seuls

biocarburants. Les cours agricoles dépendent aussi du climat, des coûts de production et de la spéculation internationale sur les marchés. Cette pression peut également fragiliser les petits producteurs, particulièrement exposés aux fluctuations des prix agricoles et aux difficultés d'accès aux terres et aux ressources.

La véritable question réside donc dans le choix des matières premières et leurs conditions d'exploitation. Les déchets agricoles, les résidus industriels et certaines plantes non alimentaires offrent des alternatives bien moins conflictuelles. La FAO préconise une approche intégrée évaluant simultanément les impacts énergétiques, sociaux et environnementaux des projets bioénergétiques.

Au-delà des arbitrages économiques, la question des biocarburants demeure profondément politique. Elle engage des choix collectifs durables sur la régulation des marchés et la protection des écosystèmes vulnérables. Les gouvernements doivent concilier sécurité énergétique et sécurité alimentaire sans sacrifier la seconde au profit de la première. Sans une gouvernance internationale stricte, le risque est de voir les intérêts industriels l'emporter sur les besoins vitaux des populations et la préservation de la nature. Ce dilemme énergétique et alimentaire illustre les tensions d'un monde en quête d'équilibre.

Dans un monde confronté aux chocs climatiques et aux précarités économiques, transformer de la nourriture en carburant pose un véritable choix de société. Le carburant peut attendre lorsque l'assiette est vide. L'avenir des biocarburants devra désormais se mesurer non seulement en litres produits ou en barils économisés, mais aussi en terres préservées, en biodiversité protégée et en populations dignement nourries à travers le monde entier.

C.S

FEUX DE FORÊT EN ESPAGNE POURSUITE DE L'EXTINCTION D'UN IMPORTANT INCENDIE EN ANDALOUSIE

Les pompiers espagnols continuaient lundi à lutter contre un important incendie qui se propage rapidement dans le sud-ouest de l'Espagne, et a forcé l'évacuation d'environ 800 personnes à cause des vents changeants et du terrain accidenté, ont indiqué les autorités régionales.

Plus de 600 pompiers et 26 moyens aériens sont mobilisés pour tenter d'éteindre ce feu de forêt qui s'est déclenché la semaine dernière dans la province de Huelva en Andalousie, a précisé le conseiller régional chargé des situations d'urgence, Antonio Sanz.

"Nous faisons face à un feu extrêmement difficile, complexe et dangereux, avec des conditions météorologiques qui ne nous offrent aucun répit. C'est une course de fond semée d'obstacles", a-t-il déclaré.

"Il faut être réaliste: rien ne laisse présager que l'incendie sera maîtrisé de sitôt. Il nous reste encore des heures, voire probablement des jours, de travail intense de-

vant nous", a alerté M. Sanz.

Les pompiers ont travaillé toute la nuit de dimanche à lundi, allumant des contre-feux et aménageant des pare-feux, mais le terrain accidenté et les conditions météorologiques ont ralenti leurs progrès, selon les autorités.

"Plus de 20.000 hectares de terrain sont actuellement encerclés par les flammes, ce chiffre correspond à la superficie délimitée par la ligne de feu et ne signifie pas que toute cette surface a brûlé", précise-t-on de même source.

Lundi, les 300 habitants du petit village d'El Madrono ont été évacués, portant à 800 le nombre total de personnes ayant dû quitter leur domicile à cause de cet incendie. L'Espagne a connu un début d'été marqué par plusieurs incendies dévastateurs qui ont contraint des milliers de personnes à évacuer, notamment dans le centre du pays.

R.Env

PHILIPPINES AU MOINS 16 MORTS APRÈS DES PLUIES TORRENTIELLES

Les inondations et glissements de terrain provoqués par neuf jours de pluies torrentielles ont causé la mort d'au moins 16 personnes aux Philippines, selon un nouveau bilan communiqué lundi par les services de secours.

Un précédent bilan faisait état de 12 morts et 8 disparus. Ces pluies, renforcées par des tempêtes tropicales, ont contraint les autorités à fermer les écoles et les bâtiments publics dans la principale île de Luçon. Les rues de la capitale, Manille, ont été inondées.

Dans la station d'altitude de Baguio, c'est un pan de montagne qui s'est détaché dimanche et a enseveli trois maisons, causant la mort de sept personnes, selon Esther Banawe, une responsable des services de secours. Trois personnes restent portées disparues. "Des précipitations record ont été enregistrées du 1er au 9 août à Baguio, avec 1.413 millimètres cumulés" en 9 jours contre une moyenne habituelle de 963 mm pour le mois entier, a dit le chef des services météo, Dan Villamil.

De fortes pluies se poursuivent lundi, mais le Secrétaire aux Travaux publics, Vince Dizon, a indiqué que les inondations s'atténueraient.

R.Env

CHALEUR CANICULAIRE

CAMPAGNE À EL OUED SUR LA MANIÈRE D'Y FAIRE FACE

Face à la forte chaleur enregistrée ces derniers jours dans la région d'El-Oued, des associations et des organismes administratifs ont activé une campagne de sensibilisation dans les différentes localités de la région destinée à prévenir les conséquences liées à la canicule, ont indiqué lundi les organisateurs.

Par Kahina Baghdad

Selon le militant associatif Salah Laïche Bousboua, les directions de la santé et de la population (DSP) et de la protection civile (DPC), en collaboration avec plusieurs associations, intensifient les opérations d'information, invitant les habitants à se protéger contre les températures

élevées.

Cette initiative concerne particulièrement les populations nomades et celles vivant dans les zones enclavées des communes frontalières, mais aussi les travailleurs exerçant à l'extérieur, sur les chantiers ou dans des espaces commerciaux dépourvus d'ombre. Ils sont appelés à rester vigilants afin d'éviter les insulations et autres risques liés à ces fortes chaleurs saisonnières. Par ailleurs, les services concernés utilisent les réseaux sociaux pour alerter les citoyens sur les dangers de la chaleur intense, surtout durant la période comprise entre 10 heures et 16 heures. De son côté, la direction de la distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a mobilisé, durant cette période, l'ensemble de ses moyens techniques et commerciaux afin de faire face à d'éventuelles perturbations de l'alimentation électrique, particulièrement aux heures de pointe.

K.B



TISSEMSILT

SORTIE DE 1.731 DIPLÔMÉS DES ÉTABLISSEMENTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Quelque 1.731 stagiaires ont achevé leur formation dans les établissements de la formation professionnelle de la wilaya de Tissemsilt, au titre de la saison de formation 2025-2026, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

La cheffe du service du suivi de la formation et de l'enseignement professionnels, Fatima Hadjila, a souligné que les diplômés ont été formés dans plus de 50 spécialités, au sein de 10 établissements, dont deux instituts spécialisés de formation professionnelle. Plusieurs modes de formation ont été proposés, notamment l'apprentissage, la formation résidentielle, les cours du soir, la formation qualifiante, les passerelles, ainsi que la formation contractuelle.

Mme Hadjila a ajouté que la précédente session de formation a bénéficié à près d'une centaine de femmes au foyer, dans le cadre de la formation qualifiante, ainsi qu'à 540 jeunes bénéficiaires de l'allocation chômage dans la wilaya. Par ailleurs, 281 détenus ont suivi des formations au sein des établissements pénitentiaires de la wilaya.

La même responsable a souligné que la saison de formation écoulée a enregistré un engouement des jeunes de la wilaya, notamment pour les spécialités liées au secteur des travaux publics, compte tenu des grands chantiers en cours dans la wilaya, dans le cadre du programme complémentaire de développement dont elle a bénéficié. Parmi les spécialités les plus demandées figurent, notamment, le dessin en architecture, la

climatisation et le chauffage central, ainsi que la plomberie sanitaire. Le secteur de l'agriculture a également suscité un intérêt important auprès des jeunes, notamment pour les spécialités liées à l'élevage et aux grandes cultures, en raison du caractère essentiellement agricole de la wilaya.

Les spécialités relevant du secteur du tourisme, telles que l'hôtellerie, la restauration et le métier de guide touristique, ont également enregistré un engouement notable, selon la même responsable.

Mme Hadjila a, par ailleurs, indiqué que les inscriptions à la session actuelle, lancées le 8 août et qui se poursuivront jusqu'au 26 septembre prochain, connaissent un intérêt croissant à travers la plateforme numérique dédiée à cet effet.

R.S

GENDARMERIE NATIONALE JOURNÉE D'INFORMATION SUR LE RECRUTEMENT AU SEIN CE CORPS

Le Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Blida a organisé, lundi, une journée d'information afin de présenter les conditions générales de recrutement aux jeunes souhaitant s'engager dans les rangs de ce corps de sécurité.

Cette journée d'information, qui s'est déroulée au siège du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale, a attiré un grand nombre de jeunes, notamment de nouveaux bacheliers, qui ont pu obtenir toutes les informations relatives aux conditions de recrutement, notamment en ce qui concerne l'âge, le niveau d'études et la durée de la formation prévue pour chaque catégorie.

Les responsables de ce corps ont répondu

à toutes les questions des jeunes, notamment sur les modalités de sélection, les conditions d'aptitude physique et les filières exigées pour les bacheliers, ainsi que sur la durée de la formation. Ils leur ont également donné un aperçu général des centres de formation et des écoles rattachés à ce corps.

Des stands présentant les différents services et unités de sécurité de la Gendarmerie nationale, ainsi que les équipements et technologies utilisés pour lutter contre toutes les formes de criminalité, assurer la sécurité des citoyens et protéger leurs biens, et faire respecter l'ordre public, ont également été mis en place.

R.S

TRAVERSÉES DE LA MANCHE 230 MIGRANTS SUR UN SEUL BATEAU, UN RECORD

Un nombre record de 230 migrants a traversé la Manche depuis les côtes françaises à bord d'une seule et même embarcation dans la nuit de dimanche à lundi, selon l'association française de sauvetage en mer (SNSM) et des médias britanniques. L'antenne de la SNSM de Berck-sur-Mer a fait état d'une opération d'assistance "hors norme" menée auprès d'un canot. "Au total, 230 personnes (ont été) dénombrées à bord dont plus de 20 enfants. Un nouveau et triste record du nombre de personnes transportées à bord de ces

embarcations précaires vient ainsi d'être franchi", a écrit l'association dans un communiqué. Le chiffre a également été rapporté par la BBC et l'agence de presse britannique PA. Ce chiffre dépasse le précédent record établi en juillet, lorsque 165 personnes ont effectué la traversée sur une seule embarcation de fortune.

Selon les chiffres des autorités britanniques, 14.819 personnes ont traversé la Manche à bord de petites embarcations depuis le début de l'année.

R.S

AC'EST L'ÉTÉ POUR TOUS LES ENFANTS ACCUEIL À ORAN DE JEUNES DE PLUSIEURS

La direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Oran accueille, depuis le début de la saison estivale, des délégations de jeunes issues de plusieurs wilayas du pays, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'échanges de jeunes entre wilayas, a indiqué le chef du service de la jeunesse de cette direction, Reda Laribi.

Le même responsable a précisé que ce programme a débuté au début du mois de juillet dernier, avec l'accueil de délégations des wilayas de Sétif, El Meghaïer, Ouargla, Batna, Tlemcen, Oum El Bouaghi, Bouira et In Salah, tandis que d'autres délégations des wilayas de Tamanrasset, Médéa, Tipasa et Blida sont attendues dans les prochaines semaines.

M. Laribi a indiqué que chaque délégation compte 25 jeunes âgés de 18 à 35 ans, qui sont accueillis au niveau des auberges de jeunesse des quartiers d'El Othmania et de Djamel-Eddine, où ils bénéficient de l'hébergement et de la restauration.

La direction de la Jeunesse et des Sports s'attelle également à l'organisation d'un riche programme d'activités culturelles et récréatives au profit de ces jeunes, comprenant des visites de différents sites historiques et culturels de la wilaya, ainsi que des excursions vers des plages, notamment celles des Andalouses et des Dunes, permettant aux participants de découvrir les différentes facettes culturelles et touristiques de la région.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme d'échanges de jeunes entre wilayas, visant à renforcer la communication et les liens entre les jeunes des différentes régions du pays, à consolider les valeurs de citoyenneté et de cohésion nationale et à favoriser l'échange d'expériences entre eux, selon la même source.

Ces programmes constituent également un espace de rapprochement entre les jeunes et d'enrichissement de leurs connaissances à travers la découverte du patrimoine culturel et touristique des différentes wilayas du pays.

R.S

CAN-2026-DAMES

L'ALGÉRIE AFFRONTERA LE MALAWI EN DEMI-FINALES

La sélection algérienne féminine de football affrontera son homologue malawite mercredi prochain pour le compte des demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations-2026 (CAN-2026).

En effet, le Malawi a décroché dimanche soir son billet pour les demi-finales de la CAN féminine en venant à bout du Ghana (2-1), au terme d'un quart de finale disputé. Menées au score, les Malawites ont su renverser la vapeur grâce à Temwa Chawinga, qui a égalisé à la 12e minute, puis



Rose Kadzere, auteure du but de la victoire à la 79e minute. Une qualification historique pour les «Scorchers», qui poursuivent ainsi leur incroyable parcours dans cette compétition, mais surtout qui vont prendre part pour la première fois à une phase finale de Coupe du monde. L'Algérie a, elle aussi, créé la sensation en éliminant la Côte d'Ivoire (2-1) en quarts de finale, samedi. Elle affrontera le Malawi dans une affiche qui promet beaucoup entre deux sélections ayant réussi à se hisser dans le dernier carré en faisant preuve de caractère et de détermination. Quel que soit le vainqueur de cette confrontation, il disputera pour la première fois de son histoire une finale de CAN.

RS

FOOT-MONDIAL U17-2026
LA SÉLECTION ALGÉRIENNE BOUCLE SON STAGE DE PRÉPARATION À SIDI MOUSSA

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17) a achevé lundi son stage préparatoire au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger), en s'imposant face à la JSM El Biar U20 (3-1), a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). Pour cette deuxième rencontre d'application au programme de cette étape de préparation, les "Verts" se sont imposés grâce à des réalisations signées Okba Kenteh Edi, Ahmed Fadi Chihaba et Mohamed Tahar Akbache. Cette confrontation a permis au sélectionneur national, Amine Ghimouz, et à son staff technique de donner du temps de jeu à un maximum de joueurs et d'évaluer le travail effectué durant ce stage, entamé au début du mois avec la participation de joueurs issus du championnat local. La sélection nationale U17 reprendra son travail au CTN de Sidi Moussa à l'occasion d'un nouveau regroupement, prévu du 20 au 28 août, dans le cadre

de la préparation de la phase finale de la Coupe du monde U17 de la FIFA, prévue en novembre prochain au Qatar. Qualifiée pour le rendez-vous mondial à la faveur de sa présence en quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2026), disputée en mai dernier, la sélection algérienne évoluera dans le groupe J aux côtés des Etats-Unis, du Chili et du Monténégro. Les cadets algériens débiteront le tournoi face au Chili, le 21 novembre à 14h30 (heure algérienne), avant d'affronter le Monténégro, le 24 novembre à la même heure, puis les Etats-Unis, le 27 novembre à 16h00, pour le compte de la dernière journée de la phase de groupes. Le Mondial U17-2026 se déroulera au Qatar du 19 novembre au 13 décembre, avec un format réunissant 48 sélections réparties en 12 groupes. Les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les huit meilleurs troisièmes, accéderont aux seizièmes de finale.

RS

FUTSAL / CAN-2026 (TIRAGE AU SORT)
L'ALGÉRIE HÉRITE DU GROUPE A

La sélection algérienne de futsal évoluera dans le groupe A lors de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026, selon le tirage au sort effectué lundi. Outre l'Algérie, le groupe A comprend également la Libye, la Zambie et le Maroc, pays hôte. Le groupe B est composé de l'Egypte, de l'Angola, du Mozambique et de la Tanzanie. La CAN-2026 de futsal se déroulera du 12 au 21 octobre prochain. Pour rappel, la sélection algérienne de futsal, dirigée par Noureddine Benamrouche, s'est brillamment qualifiée pour la première fois de son histoire à une phase finale de Coupe d'Afrique des nations en surclassant son homologue guinéenne en aller et retour, 4-0 le 4 février à Conakry et 7-1 le 8 février à Oran. Cette nouvelle édition s'annonce particulièrement disputée, avec les meilleures sélections du continent en lice pour décrocher le titre africain, selon la Confédération africaine de football (CAF). D'autre part, la CAF a dévoilé la nouvelle identité visuelle ainsi que le trophée de la Coupe d'Afrique des nations de futsal, marquant une étape importante

dans l'évolution de la plus prestigieuse compétition de futsal du continent. "Conçue pour accompagner la croissance et les ambitions du futsal sur le continent, cette nouvelle identité visuelle traduit l'énergie, l'évolution et l'intensité qui caractérisent désormais la compétition", souligne l'instance sportive africaine. "Le nouveau trophée incarne l'essence du futsal à travers un design contemporain et audacieux. Ses lignes diagonales marquées évoquent la vitesse, le mouvement et l'intensité qui définissent la discipline, tandis que cinq arches dorées symbolisent les cinq joueurs présents sur le terrain pour chaque équipe", a-t-on expliqué. Au sommet du trophée, une dernière arche représente le capitaine de l'équipe soulevant un ballon gravé à l'effigie du continent africain, symbole de l'aboutissement ultime : être sacré champion d'Afrique. La partie centrale du trophée présente une carte de l'Afrique en or mat, sur un fond doré brillant, soulignant la dimension continentale et le prestige de la compétition.

RS

FOOT/ CAN-2026 FÉMININE
MORGANE IKENE OPÉRÉE AVEC SUCCÈS DE LA CHEVILLE

La joueuse de la sélection algérienne féminine de football, Morgane Ikene, blessée lors du quart de finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2026) face à la Côte d'Ivoire (2-1), a subi avec succès une intervention chirurgicale au niveau de la cheville, a annoncé lundi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. L'attaquante algérienne avait été contrainte de quitter la pelouse lors de cette rencontre à la 20e minute de la partie avant d'être évacuée vers un établissement hospitalier pour recevoir les soins nécessaires. Opérée dimanche, Morgane Ikene est désormais forfait pour la suite de la compétition, a précisé la FAF, qui a adressé, par la voix de son président Walid Sadi, ses vœux de prompt rétablissement à l'internationale algérienne, lui souhaitant un rapide retour sur les terrains.

RS

FOOT/ESPAGNE
BARCELONE REFUSE UNE PREMIÈRE OFFRE DU PSG POUR FERRAN TORRES

Le FC Barcelone a refusé lundi une première offre du Paris Saint-Germain, estimée à 40 millions d'euros, pour l'attaquant Ferran Torres, champion du monde 2026 avec l'Espagne, selon une source au sein du club catalan, citée par des médias. "Les négociations se poursuivent" entre le Barça et le PSG, ajoute cette même source, confirmant les informations du quotidien Mundo Deportivo. Selon plusieurs médias espagnols, Ferran Torres, auteur du but de la victoire en finale de la Coupe du monde, aurait donné son accord pour rejoindre Paris et son ancien sélectionneur Luis Enrique. En fin de contrat avec le Barça en juin 2027, l'attaquant espagnol de 26 ans était resté flou sur son avenir dans de récentes interviews réalisées pendant une tournée promotionnelle aux Etats-Unis. "J'ai un contrat avec Barcelone, mais dans le football, on ne sait jamais. J'attends simple-

ment de prendre la bonne décision", avait-il annoncé. Lorsqu'on lui avait demandé s'il avait une destination "de rêve" en tête, Torres avait répondu que oui, mais sans la révéler: "Je veux juste être heureux", avait-il rétorqué. L'ailier polyvalent, recruté en 2021 pour plus de 55 millions d'euros, était utilisé comme avant-centre en tant que doublure du Polonais Robert Lewandowski depuis l'arrivée d'Hansi Flick sur le banc blaugrana à l'été 2024. Souvent décisif comme remplaçant, le "Tiburón" (requin en espagnol), formé à Valence, a inscrit pour le Barça 40 buts en 94 matches toutes compétitions confondues au cours des deux dernières saisons. Torres a inscrit le but vainqueur de l'Espagne en finale du Mondial-2026 face à l'Argentine en prolongation (1-0), offrant à la "Roja" sa deuxième étoile.

RS

FESTIVAL L'ETÉ EN MUSIQUE

LA 9^e ÉDITION DU 15 AU 21 AOÛT À ALGER

La 9e édition du Festival culturel international "L'Été en Musique" se tiendra du 15 au 21 août à Alger, sous le thème "Mélodies du monde... esprit de l'Algérie", annonce l'Office national de la culture et de l'information (ONCI) dans un communiqué.

Par Kahina Baghdad

Pour la première fois, l'événement sera accessible sans billetterie, et se déroulera sur la promenade des "Sablettes", offrant au public la possibilité de profiter pleinement de ce lieu de convivialité et de fête. Au programme : un mélange de tradition et de

créativité contemporaine, porté par des groupes et artistes locaux et internationaux. Placé sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, en partenariat avec la wilaya d'Alger, ce festival traduit "une ambition assumée de faire de la culture un levier de lien social et d'attrait touristique pour la capitale", selon le texte officiel. Côté nouveautés et transmission, une master-class nommée "Musique et Intelligence artificielle" sera proposée au Village des artistes, visant à outiller les jeunes créateurs face aux enjeux numériques de la production musicale actuelle.

L'événement s'appuie sur des partenariats institutionnels avec l'Office national des droits d'auteur (ONDA) et la direction de la jeunesse, des sports et des loisirs, qui contribuera par des animations ludiques destinées aux familles et aux adolescents.

K.A



"ETÉ, CRÉATIVITÉ"

UN ESPACE D'ÉPANOUISSEMENT ET DE RÉCRÉATION POUR LES ENFANTS

Diverses activités culturelles et artistiques dans le cadre de la manifestation "Été, créativité", se poursuivent à travers différents établissements culturels de la wilaya de Ouargla, constituant un espace récréatif et d'épanouissement pour les jeunes et les enfants de la région, selon des responsables de la maison de la culture "Moufdi Zakaria" de Ouargla.

Cette dernière structure a servi, depuis le lancement de ce programme début du mois d'août courant, de cadre à l'animation d'un bouquet d'activités culturelles et ludiques tendant à meubler les va-

cances aussi bien des jeunes que de bambins consistant notamment en des spectacles, dont des marionnettes animées par l'artiste Djamel Nouredine, en sus des ateliers de dessin et de coloriage, très appréciés par les enfants et leurs parents, a indiqué le directeur de la maison de la culture Benchergui Chakour.

Tendant à sortir les jeunes et enfants de l'oisiveté estivale, le programme prévoit également une panoplie d'activités susceptibles de développer leur aptitudes intellectuelles et créatrices portant organisation des séances de lecture et d'écriture, d'ex-

pression artistique constructive à même d'ancrer après des bénéficiaires les valeurs de l'identité nationale.

Devant s'étaler au 1er septembre prochain à travers les établissements culturels, ces activités s'imbriquent au titre des efforts fournis pour la dynamisation du mouvement culturel et artistique durant la période estivale permettant aux enfants et jeunes de passer, dans une ambiance bon enfant, d'agréables moments, et de développer leurs compétences culturelles et artistiques.

R.C

PISCINES DE PROXIMITÉ
POUR QUE TOUS LES ENFANTS EN PROFITENT

Par Yousra Dali

La direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya de Mascara a récemment mis en place un dispositif spécial pour ouvrir les piscines couvertes et de proximité aux enfants vivant en milieu rural, a-t-elle fait savoir hier lundi.

Élaboré en concertation avec la Ligue locale des activités de plein air, de loisirs et d'échanges entre jeunes, ce dispositif prévoit des sorties quotidiennes vers trois bassins semi-olympiques et olympiques situés à Mascara et Sig, ainsi que vers trois petites piscines implantées à Sidi Kada, Tighennif et Mohammadia, selon la même source.

Jusqu'à la première semaine de septembre, les jeunes bénéficieront d'animations sportives et ludiques variées, comme des jeux dans l'eau et des mini-compétitions de natation.

L'objectif est de permettre aux enfants des zones rurales, souvent éloignés des plages, de profiter des infrastructures locales, de vivre des moments de dé-



tente et de tisser des liens avec d'autres enfants de différentes contrées. Par ailleurs, la DJS a également annoncé le lancement récent de sept piscines mobiles dans les daïras de Oued El Abtal, Aïn Fekan, Oued Taria, Hachem, Bouhanifia, Aouf et El Bordj, équipements destinés aux jeunes et enfants habitant dans des secteurs reculés et agricoles.

Y.D

NOTRE RELIGION
CLÔTURE DE L'ÉCOLE CORANIQUE D'ÉTÉ AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 500 ENFANTS

Les activités de l'école coranique d'été ont pris fin, lundi au Centre culturel islamique de Tissemsilt, avec la participation de 516 enfants, filles et garçons, selon le directeur du centre, El-Ouardjani El Houari.

M. El-Ouardjani a indiqué que la cérémonie de clôture s'est déroulée dans une ambiance festive et joyeuse, en présence d'un nombre important de familles. Elle a été marquée par la remise d'attestations aux 516 enfants ayant participé à cette école coranique d'été, organisée sous le slogan : "O Yahia, saisis le Livre avec force".

Il a précisé que 90 des meilleurs apprenants ont reçu des récompenses offertes par des bienfaiteurs, en guise d'encouragement pour leurs efforts et leurs résultats. M. El-Ouardjani a également expliqué que cette session de formation, qui avait débuté à la fin du

mois de mai dernier et s'est achevée aujourd'hui, a connu une forte affluence d'enfants âgés de 5 à 14 ans. Leur formation a été assurée par 16 enseignants, répartis sur 10 classes et groupes d'apprentissage.

Le programme pédagogique comprenait notamment l'apprentissage et la mémorisation du Saint Coran, la mémorisation des hadiths du Prophète ainsi que des Quarante hadiths d'An- Nawaoui, les Noms d'Allah, entre autres enseignements.

Le directeur du Centre a souligné que l'école coranique d'été attire chaque année davantage d'enfants. De nombreuses familles de la wilaya veillent ainsi à mettre à profit les vacances estivales de leurs enfants d'une manière qui combine repos, détente, loisirs et enseignement.

R.C

POUR LES JEUNES
UNE SALLE
OMNISPORTS
SERA RÉALISÉ
AU PÔLE
URBAIN
MASSINISSA

Le pôle urbain Massinissa (Constantine), vient de bénéficier d'un projet de réalisation d'une salle omnisports d'une capacité de 500 places dans le cadre des efforts visant à renforcer le réseau des infrastructures sportives, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

La nouvelle structure devra contribuer à l'amélioration des conditions de la pratique sportive et à l'accueil des différentes compétitions et manifestations sportives, au bénéfice, notamment des jeunes de la région, selon la cellule de communication de la wilaya.

La réalisation de ce type d'établissements publics au niveau des nouveaux pôles urbains revêt une importance particulière, car, il s'inscrit dans le cadre des efforts d'accompagnement du développement démographique et urbain, a estimé la même source.

L'opération vient renforcer les équipements sportifs et d'accompagnement dont doivent être dotés les nouveaux pôles urbains, afin d'assurer un développement urbain équilibré intégrant les dimensions sociale, sportive et récréative, a-t-on considéré.

R.C

BRICS

LA NOUVELLE PLATEFORME DE PAIEMENT VA-T-ELLE SAPER L'HÉGÉMONIE DU DOLLAR ?

Les pays des Brics mènent un développement actif d'une infrastructure de paiement indépendante, fondée sur les monnaies numériques des banques centrales (CBDC). Le principal moteur de ce processus est la volonté des participants de réduire leur vulnérabilité face aux sanctions financières américaines et de diminuer la dépendance du commerce mondial envers le dollar américain.

Par Serge Savigny
In mondialisation.ca,
08 août 2026

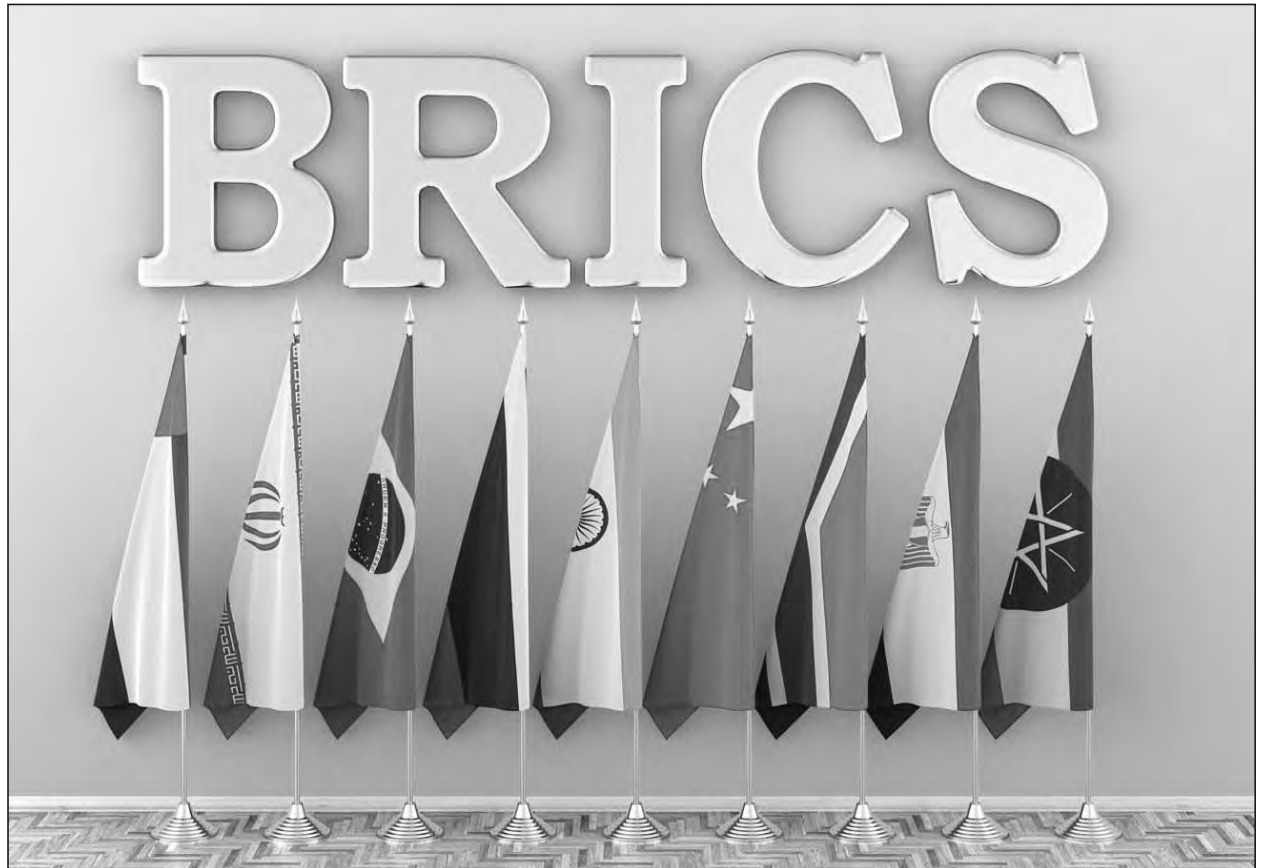
Au cours des dernières années, Washington a transformé la domination mondiale du dollar en un instrument de pression géopolitique brutale. Le gel des réserves de change de plusieurs milliards de dollars de la Banque de Russie et la déconnexion des principales institutions financières de Swift ont clairement démontré aux autres États que les actifs en dollars situés dans une juridiction occidentale pouvaient être bloqués à tout moment.

Les États des Brics (actuellement le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et l'Arabie saoudite) déploient des efforts pour réduire leur dépendance au dollar et leur vulnérabilité face aux restrictions financières américaines.

Pour la création d'une alternative au dollar

Lors du 16e sommet des Brics à Kazan, qui s'est tenu en octobre 2024, la Russie a activement plaidé pour la création d'une alternative au dollar, mais une monnaie unique des Brics n'a pas été créée. L'Inde a accueilli l'idée avec prudence, tandis que la Chine s'est concentrée sur la yuanisation du commerce de manière individuelle. Le résultat a été un compromis: la création d'une plateforme de paiement décentralisée pour le commerce direct sans dollar intermédiaire, ce qui est confirmé par la Déclaration finale du sommet des Brics à Kazan.

Au cours des dernières années, les États-Unis utilisent de plus en plus la domination mondiale de leur monnaie et de leur système financier comme instruments de politique extérieure et de pression géopolitique, les transformant en une arme. En imposant des sanctions financières sévères, en limitant l'accès au commerce en dollars et en prenant la mesure sans précédent de geler les réserves de plusieurs milliards de dollars de la banque centrale russe après le début des hostilités en Ukraine, Washington a démontré que les actifs étrangers en dollars pouvaient être confisqués ou devenir du jour au lendemain inaccessibles.



Le régime monétaire et de paiement proposé par les Brics vise à créer une infrastructure de compensation et de règlement qui permettra aux pays du bloc et à d'autres États participants de réaliser des opérations commerciales en utilisant les monnaies numériques des banques centrales (central bank digital currencies, CBDC).

Un tel régime rendra également plus difficile pour le gouvernement américain le suivi des paiements entre les pays des Brics. Cependant, la proposition n'a pas répondu à certaines questions importantes. En particulier, le régime, qu'il fonctionne sur une base bilatérale ou plurilatérale, entraînera probablement des déséquilibres, tels que les excédents bilatéraux et globaux de la Chine par rapport aux autres pays des Brics. De plus, le moment du remboursement des soldes de crédit accumulés reste incertain. Si la Russie maintient un excédent structurel avec l'Inde, elle continuera d'accumuler des créances libellées en roupies.

L'infrastructure des Brics se composera de trois éléments clés:

- Brics Pay, un système décentralisé d'échange de messages financiers, destiné à remplacer complètement le système international SWIFT.

- Brics Bridge (CBDC Interconnection), une plateforme technologique passerelle pour l'interaction directe des monnaies numériques des banques centrales des pays participants.

- Brics Clear, une plateforme de compensation et de règlement basée sur la blockchain et la finance décentralisée (DeFi), constituant une alternative sécurisée aux dépositaires européens Euroclear et Clearstream.

Cette combinaison permet à un importateur et à un exportateur des pays des Brics d'effectuer des transactions directement via leurs banques centrales. Ce mécanisme dissimule les paiements aux systèmes de contrôle du Trésor américain, ce que les experts du centre de recherche du Conseil atlantique (Atlantic Council Geoeconomics Center) évoquent régulièrement.

Même la création partielle d'un régime de paiement permettra aux pays du groupe de poursuivre leur commerce mutuel en cas de sanctions financières massives de la part des États-Unis. Le mécanisme de paiements transfrontaliers garantira une exposition directe moindre des transactions financières entre les pays des Brics aux sanctions américaines.

Bien que les institutions financières participantes puissent encore faire face à des sanctions américaines, de telles mesures seront moins efficaces à court terme, car l'infrastructure de paiement sera hors de portée des autorités américaines par rapport aux canaux traditionnels tels que le système bancaire américain ou même les systèmes financiers basés en Europe, Swift ou Euroclear.

L'expérience occidentale montre qu'il est extrêmement difficile de contourner l'influence financière des États-Unis. En 2019, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont lancé le système de paiement Instex pour faciliter le commerce avec l'Iran sans utiliser le dollar ni Swift.

Cependant, en 2023, le système a été aboli comme incapable d'augmenter le commerce entre les entreprises européennes et l'Iran en raison de la menace de sanctions américaines. Le précédent créé par Instex permet de supposer que le gouvernement américain continuera d'utiliser des sanctions se-

condaires pour dissuader les banques et les entreprises de participer au nouveau régime des Brics.

Les efforts visant à promouvoir le système de paiement exposeront inévitablement les pays des Brics à la menace de tarifs américains dans les mois à venir, Washington craint qu'une telle coopération monétaire ne finisse par saper son influence financière. Trump a menacé les membres des Brics que les pays feraient face à des tarifs de 100% s'ils osaient créer une nouvelle monnaie pour remplacer le dollar américain.

« Nous exigeons de ces pays qu'ils s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie des Brics et à ne pas soutenir une autre monnaie qui remplacerait le puissant dollar américain, sinon ils feront face à des tarifs de 100% et diront adieu aux ventes dans la merveilleuse économie américaine », a écrit Trump sur son réseau social Truth Social.

Le nouveau régime de paiement des Brics n'entraînera pas l'abolition immédiate du dollar comme principale monnaie mondiale. Les règlements en monnaies nationales impliquent des coûts élevés, une liquidité limitée et une convertibilité plus complexe.

Cependant, ce système est conçu comme un mécanisme de filet de sécurité de réserve.

En cas d'imposition de sanctions totales par les États-Unis, il permettra aux pays du groupe de poursuivre l'échange critique de biens et de matières premières. À long terme, l'émergence de réseaux numériques alternatifs érodera pas à pas le monopole du système bancaire américain et affaiblira l'efficacité de la contrainte financière de Washington.

S.S

F
E
N
R
E
T
N



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE MARIAGE DU LÉPREUX

Il était une fois, dans un village d'Afrique, un homme nommé Kondo, frappé par une terrible maladie : la lèpre. Sa peau portait les marques du mal, et les villageois, par peur de la contagion, l'avaient isolé. Kondo vivait à l'écart, dans une petite hutte de terre, au bord de la brousse.

Malgré sa souffrance, il avait un cœur pur, une sagesse profonde et une bonté qui dépassait celle de beaucoup d'hommes bien portants. Chaque soir, il chantait des paroles de paix pour réconforter son âme, et aidait de loin ceux qui acceptaient encore son geste.

Un jour, le roi du village annonça qu'il donnerait sa fille en mariage à l'homme capable d'apporter la plus grande richesse à la communauté. Tous les jeunes hommes, forts et robustes, se mirent en route : certains apportèrent de l'or, d'autres du bétail, d'autres encore de grandes récoltes.

Kondo, lui, se dit :
— « Je n'ai ni argent, ni force, ni biens. Mais peut-être que ma parole et mon cœur sont aussi des trésors. »

La veille de la cérémonie, une grande famine menaça le village.

Les greniers s'étaient vidés, et les offrandes de richesses ne pouvaient ni nourrir ni sauver le peuple. C'est alors que Kondo, malgré ses plaies, sortit de sa hutte et guida les villageois vers une clairière qu'il connaissait. Là, une source d'eau pure jaillissait et des plantes sauvages comestibles poussaient en abondance.

Il enseigna comment préparer ces racines, comment conserver l'eau et surtout comment partager équitablement. Grâce à lui, le village retrouva la vie, l'harmonie et la joie.

Le roi, touché, dit devant toute l'assemblée :
— « La vraie richesse n'est ni l'or ni les bêtes. Elle réside dans la sagesse, la générosité et le cœur. C'est pourquoi, malgré son apparence, c'est Kondo qui mérite la main de ma fille. »

Ce fut un grand scandale pour certains, mais une grande leçon pour tous. La princesse, humble et douce, accepta sans crainte d'épouser Kondo. Elle voyait au-delà de ses plaies, et dans ses yeux brillait la lumière d'un homme juste.

Le mariage fut célébré dans la



liesse. Et à partir de ce jour, on n'appela plus Kondo « le lépreux », mais « l'Homme de la Source », celui qui avait sauvé le village par son cœur.

Morale de l'histoire
Le véritable mariage ne s'appuie pas sur l'apparence ni sur la richesse matérielle, mais sur la force du cœur, la sagesse et la ca-

pacité à aimer et à partager.
Auteur : Emmanuel M. AHO-LOUKPE

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 5 juillet 2026

LE VERGER DU PARTAGE

Au cœur d'un village entouré de champs fertiles vivait un homme nommé Kafoué. Son verger était le plus beau de toute la région. Chaque saison, ses manguiers, ses orangers et ses papayers offraient des récoltes abondantes.

Pourtant, Kafoué avait le cœur fermé. Il vendait tous ses fruits au marché et refusait d'en offrir, même aux orphelins, aux vieillards et aux voyageurs. Il répétait toujours :
— « J'ai travaillé pour ces récoltes. Pourquoi les donnerais-je à quelqu'un d'autre ? »

À l'entrée du village se dressait un immense baobab. Depuis des générations, il offrait son ombre aux passants, ses fruits aux affamés et un refuge aux oiseaux. Personne ne l'avait jamais vu réclamer une récompense.

Un soir, un vieux sage s'assit avec Kafoué sous le baobab et lui demanda :
— « As-tu déjà vu une rivière boire sa propre eau ? »
— « Non », répondit Kafoué.
— « As-tu déjà vu un arbre manger ses propres fruits ? »
— « Jamais. »
Le sage sourit.
— « Voilà le plus grand enseignement de la nature. Ce que nous produisons n'est pas seulement pour nous-mêmes. La rivière abreuve la terre, l'arbre nourrit les vivants, et l'homme trouve sa grandeur dans le partage. »

Mais Kafoué ne voulut pas écouter. Quelques mois plus tard, une grande sécheresse frappa la région. Les récoltes disparurent et les marchés cessèrent de fonctionner.

Les habitants unirent leurs dernières réserves. Chacun partagea ce qu'il possédait afin que personne ne dorme le ventre vide.

Kafoué, qui avait toujours gardé ses richesses pour lui seul, se retrouva sans aide. Ses réserves s'épuisèrent rapidement.

Pris de honte, il retourna sous le vieux baobab. Les anciens du village l'accueillirent malgré tout avec bienveillance. Ils lui offrirent de la



nourriture et lui rappelèrent que la solidarité est plus forte que l'égoïsme.

Ce jour-là, Kafoué comprit que les fruits les plus précieux ne poussent pas sur les arbres, mais dans le cœur de ceux qui savent partager.

Lorsque les pluies revinrent, il ouvrit son verger à tous. Les enfants y cueillaient des fruits, les voyageurs s'y reposaient et les familles les plus pauvres y trouvaient toujours de quoi se nourrir.

Le verger de Kafoué devint alors le symbole de la générosité dans toute la région.

Depuis ce jour, les griots concluent ce conte par ces paroles :
« Une rivière ne boit jamais sa propre eau ; un arbre ne mange jamais ses propres fruits. »

Morale : Les richesses que nous gardons pour nous disparaissent un jour. Celles que nous partageons continuent de vivre dans le cœur des autres et font grandir toute la communauté.

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 5 juillet 2026

LE BAOBAB DE LA SAGESSE

Il y a très longtemps, dans un village zara du Burkina Faso, vivait un jeune garçon nommé Wendpanga. Il était courageux, mais il croyait toujours tout savoir.

Au centre du village se dressait un immense baobab. Les anciens racontaient que cet arbre possédait la sagesse de tous les ancêtres. Chaque année, les habitants se réunissaient sous ses branches pour écouter les conseils des anciens.

Un jour, une grande sécheresse frappa le village. Les puits se vidaient et les récoltes jaunissaient. Les anciens se réunirent sous le baobab pour chercher une solution.

— Écoutons les ancêtres, dit le chef du village.

Mais Wendpanga se moqua :
— Pourquoi perdre du temps à parler ? Je vais trouver l'eau tout seul !

Il partit dans la brousse et marcha pendant des heures. Il chercha partout, mais ne trouva aucune source. Fatigué et assoiffé, il revint au village.

Pendant son absence, les anciens avaient observé le vol des oiseaux et les traces des animaux. Grâce à leur expérience, ils découvrirent une ancienne source cachée derrière une colline rocheuse.

Le village fut sauvé.

Honteux, Wendpanga demanda pardon.

Le plus vieux des sages lui répondit :
— La force d'un jeune homme est précieuse, mais elle vaut davantage lorsqu'elle marche aux côtés de la sagesse des anciens.

Depuis ce jour, Wendpanga écouta davantage les conseils des anciens et devint lui-même un sage respecté.

Morale : Celui qui écoute les anciens apprend plus vite que celui qui marche seul.

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 5 juillet 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
04:17	13:03	16:51	20:00	21:36

70E ANNIVERSAIRE DU CONGRÈS DE LA SOUMMAM

LE HCA ORGANISE UN COLLOQUE INTERNATIONAL À BEJAIA

Le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA), organise un colloque international du 18 au 20 août courant à Bejaia, à l'occasion de la commémoration du 70e anniversaire du congrès de la Soummam (20 août 1956), indique lundi un communiqué du HCA.

La même source précise que ce colloque international de haut niveau sera organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en partenariat avec le ministère des Moudjahidines et des Ayants droit, la Direction générale des archives nationales et la Commission nationale de l'Histoire et de la mémoire avec le concours des services de la wilaya de Bejaïa.

Organisé sous le thème "La culture de la résistance entre Histoire, mémoire et imaginaire", le colloque place le Congrès de la Soummam comme "l'un des tournants géopolitiques décisifs dans le parcours de la glorieuse Révolution de libération, compte tenu de sa contribution stratégique à l'unification de l'action révolutionnaire, à la structuration de ses institutions politiques et militaires, ainsi qu'à l'établissement des références



organisationnelles qui ont guidé la lutte armée et constitué le noyau fort de la construction de l'Etat national moderne doté de ses institutions souveraines".

La tenue de cet événement "reflète la volonté politique ferme et le souci constant de l'Etat de préserver la mémoire nationale, de préserver l'héritage historique des figures emblématiques de nos héros et de le transmettre avec sincérité et responsabilité aux générations futures, afin de perpétuer la culture de la loyauté envers les sacrifices des Chouhada et des Moudjahidines et de garantir ainsi le renforcement de l'identité nationale de la nation ainsi que la fierté de son parcours de libération qui reste une source d'inspiration et un phare pour les hommes libres à travers le monde", conclut le communiqué du HCA.

RA

RESSOURCES EN EAU

LOUNÈS BOUZEGZA PRÉSIDE UNE RÉUNION À ALGER

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé, lundi à Alger, une réunion de travail consacrée à l'examen des préparatifs liés au lancement des projets de raccordement en aval à partir des nouvelles stations de dessalement d'eau de mer, soulignant, à cette occasion, la nécessité d'accélérer les procédures et de respecter les délais contractuels, indique un communiqué du ministère.

Les projets de raccordement en aval comprennent la réalisation d'un dispositif de conduites de transfert s'étendant sur plus de 250 km, à partir des stations de dessalement d'eau de mer de Tlemcen, Mostaganem et Chlef, au profit de plusieurs wilayas de l'intérieur du pays, selon les précisions données lors de cette réunion, qui s'est déroulée en présence de cadres de l'administration centrale, des directeurs généraux et des responsables chargés de la gestion des établissements sous tutelle.

La station de dessalement d'eau de mer de Tlemcen devrait approvisionner les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda et Naâma, et celle de Mostaganem alimentera les wilayas de Mostaganem, Relizane, Tiaret et Tissemsilt.

La station de Chlef approvisionnera, quant à elle, les wilayas de Chlef, Aïn Defla, Médéa ainsi que la par-

tie Est de la wilaya de Tissemsilt, précise le communiqué.

A cette occasion, l'état d'avancement, la mise en exploitation et le lancement d'autres projets structurants ont également été examinés, notamment le projet Fouka 2, dont les travaux de raccordement ont été achevés et les installations mises en exploitation, avec une amélioration notable de l'alimentation en eau potable au profit des communes de l'est de la wilaya de Blida.

La réunion a également été l'occasion d'évoquer le projet de Koudiet Draouche dont les opérations de lavage et de désinfection des conduites se poursuivent, en prévision de sa mise en service progressive après l'achèvement des travaux techniques restants, outre le projet de Koudiet Asserdoun-Cap Djinet, qui a connu le lancement des procédures d'appel d'offres pour la réalisation des travaux de raccordement au profit des wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, M'Sila et Médéa, selon la même source.

Il s'agit aussi du projet de Tinzaouatine pour lequel un projet d'alimentation de la région en eau potable à partir de la nappe aquifère de Tanezrouft a été lancé, afin de répondre aux besoins d'une population estimée à 32.815 habitants à l'horizon 2050.

La réunion a également porté sur le projet de Sétif visant à alimenter la ville d'El Eulma et les communes du nord-est de la wilaya en eau potable à partir du barrage de Draâ Diss, ainsi que sur le projet de Mila et Jijel destiné à renforcer l'alimentation en eau potable de six communes de la wilaya de Mila et de deux communes de la wilaya de Jijel à partir du barrage de Tabbellout.

Concernant l'assainissement, des projets de réalisation de nouvelles stations et de nouveaux systèmes d'assainissement dans plusieurs wilayas, notamment Blida (Bouinan), Tissemsilt et Mila, ont été présentés, tout en mettant l'accent sur la nécessité d'adopter la technique du traitement tertiaire, permettant ainsi la réutilisation des eaux usées traitées, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie.

Dans son intervention, M. Bouzegza a souligné la nécessité d'accélérer les procédures relatives à ces projets, tout en respectant les délais contractuels et en rattrapant le retard enregistré, compte tenu de leur importance stratégique pour le renforcement de la sécurité hydrique et la garantie de la continuité de l'approvisionnement en eau potable, conclut la même source.

RA

SÉCHERESSE EN FRANCE

PRÈS DE 70% DU TERRITOIRE SOUS DES MESURES DE RESTRICTIONS D'EAU

Près de 70% de la France fait l'objet de mesures de restrictions des usages de l'eau, du fait d'une sécheresse qui s'accroît en raison des vagues de chaleur à répétition qui affectent le pays depuis trois mois, a indiqué lundi le gouvernement, annonçant une réunion de crise mercredi.

"Alors que la France traverse une sécheresse particulièrement intense, les effets du changement climatique continuent d'accroître les tensions sur la ressource en eau" et "près de 70% du territoire français fait l'objet de restrictions d'usage de l'eau", a précisé le ministère de la Transition écologique.

Au 9 août, 99 départements, soit l'ensemble du territoire métropolitain français, sont à minima en seuil de vigilance. Parmi eux, 67 départements sont

placés en situation de crise, le niveau le plus élevé, et 21 sont en alerte renforcée.

Au niveau de crise, l'eau est réservée aux usages prioritaires: santé, sécurité civile, eau potable, salubrité. Dès le niveau d'alerte et d'alerte renforcée, des restrictions sur l'arrosage des jardins et espaces verts, des remplissages de piscines, lavages de voitures et l'irrigation des cultures sont appliquées.

Le 27 juillet, la ministre de la Transition écologique, Monique Barbut, avait indiqué que "l'alimentation en eau potable est sous tension dans plusieurs territoires, plus précisément sur 47 départements français", alors que 62 étaient placés au niveau crise.

RI

VIOLENT SÉISME EN COLOMBIE

AU MOINS 77 MORTS

Au moins 77 personnes ont été tuées lundi à la suite d'un puissant séisme de magnitude 7,4 sur l'échelle de Richter qui a frappé l'ouest de la Colombie, selon un nouveau bilan rapporté par des médias, sur la base de rapports préliminaires des gouverneurs et des maires des régions touchées.

Le gouverneur du département de Risaralda, Juan Diego Patino, a déclaré à "Blue Radio" que son département enregistrait le plus lourd bilan, avec au moins 40 morts confirmés à ce stade.

Un précédent bilan faisait état de 18 morts à Pereira.

Le séisme de lundi est le plus puissant enregistré dans le pays au cours de la dernière décennie, selon le directeur du Service géo-

logique colombien, Julio Fierro Morales.

La même source a indiqué que deux répliques avaient été enregistrées jusqu'à présent, d'une magnitude de 2,8 et 4,8. La dernière a été ressentie par les habitants de la région.

Il a expliqué que l'ouest de la Colombie se situe le long d'une zone de subduction, où une plaque tectonique s'enfonce sous une autre.

"C'est pourquoi cette région a connu, tout au long de son histoire, des séismes de forte magnitude", a-t-il déclaré, citant notamment le tremblement de terre du 23 novembre 1979, d'une magnitude de 7,2.

RI